



université

MENSUEL DES ETUDIANTS DE LA RESTAURATION NATIONALE - 17^e Année - FÉVRIER 1971 - Numéro 162 - 1 Franc

POMPIDOU

J.J.S.S.

même

combat

RESTAURATION NATIONALE

groupes étudiants

Isolés, écrivez : 10, rue Croix-des-Petits-Champs, Paris 1^{er}. Vous serez tenus au courant de nos activités



AIX-EN-PROVENCE :

Mardi et mercredi de 17 h. 30 à 19 h.
Jeudi de 15 h. à 19 h. 30, rue Espariat
(rez de chaussée).

ANGERS :

Se mettre en rapport avec J.Y. Gourin,
21, rue du Maréchal-Leclerc, 49 - Sau-
mur.

ANGOULEME :

S'adresser à J.-J. Vannier, 24, rue de Bé-
lat, tél. 95.0225.

BESANCON :

Permanence tous les premiers jeudis du
mois à l'Hôtel de l'Europe, de 18 à 22 h.
Cercle d'études tous les mercredis de
20 h. 30 à 21 h. 30, 28, rue de la Préfec-
ture.

BORDEAUX :

Mercredi et samedi à partir de 21 h., 6,
rue Notre Dame.

CLERMONT-FERRAND :

2^e et 4^e jeudi du mois de 20 h. 15 à
22 h. 15 au « Bar de la Préfecture », 4,
rue de la Tour d'Auvergne (salle du 1^{er}
étage).

DIJON :

Tous les jeudis à 20 h. 30, 1, rue Vail'ant
(1^{er} étage).

ESSONNE :

Cercles d'études. S'adresser à Mlle Chris-
tiane Dalon, 12, rue de la Pie Voleuse,
91 - Palaiseau (Cercle de la Vallée de
Chevreuse) ou à M. Marc Noé, 20 bis,
rue René Gauthier, 91 - Vigneux (Vallée
de l'Yerres).

GRENOBLE :

Le jeudi de 15 h. à 19 h. 30.
Le vendredi de 17 h. 30 à 19 h. 30.
Le samedi de 14 h. 30 à 19 h. 30.
4, Square des Postes

LILLE :

4, rue des Débris-Saint-Etienne (sur la
Grande Place), mardi et samedi de 15 h.
à 19 h.

LIMOGES :

S'adresser à M. Philippe Meynier, 8, rue
Pétiniaud-Beaupeyrat.

LYON :

Tous les jours de 18 h. à 20 h. et les jeudi
et samedi de 14 h. 30 à 20 h., au 3, place
Saint-Nizier (1^{er}).

MARSEILLE :

7, rue Dieudé (6^e). Tous les jours de
18 h. à 20 h., sauf jeudi et samedi de
15 h. à 20 h.

MONTPELLIER :

Le jeudi de 18 h. 45 à 20 h. ; le samedi
de 18 h. à 19 h., 12, rue de l'Ancien-Cour-
rier.

NANCY :

Du lundi au vendredi inclus, de 18 h. 15
à 18 h. 45, au Bar de l'Académie, place
Carnot.

NANTES :

Tous les jeudis après-midi, tous les sa-
medis après-midi (conférence à 17 h. 30),
12, rue de la Brasserie.

NICE :

S'adresser 73 ter, Bd Gambetta, tél. 88-
89-73. Permanence et bibliothèque les mar-
di, jeudi, samedi de 17 h. à 19 h. 30.

ORLEANS :

S'adresser à M. Charles-Eric Lemaigren,
12, rue Eudoxe-Marcille.

PARIS (Permanence centrale) :

Tous les après midi, 10, rue Croix-des-Pe-
tits-Champs, Paris 1^{er} (métro : Palais-Ro-
yal).

PARIS 8/17^e :

Tous les mardis de 17 h. 30 à 19 h. au
« Royal Monceau », 4, avenue de Villiers
(métro Villiers).

PARIS (Médecine) :

Tous les lundis de 18 h. à 19 h. à la
Nouvelle Faculté, rue des Saints Pè-
res (6^e), salle 522 (5^e étage nouveaux
bâtiments).

REIMS :

Tous les mardis à 21 h., 19, Bd Henri-
Vasnier.

ROUEN :

S'adresser aux étudiants de la Restaura-
tion Nationale, 39, rue de Fontenelle.

RENNES :

Permanence le jeudi à partir de 16 h. : 16
rue de Châteaudun, 1^{er} étage (entrée sous
le porche). Bibliothèque.

TOULON :

Le samedi de 14 h. à 16 h., au café « Le
Mayol » (1^{er} étage) sur le port.

TOULOUSE :

Lundi et mercredi de 18 h. à 19 h. 30.
Jeudi de 16 h. à 19 h., 17, rue du Lan-
guedoc (dans la cour).

TOURS :

Permanence 73, rue Colbert (dans la
cour), mercredi et samedi, de 16 h. 30 à
19 heures.

TROYES :

1^{er} et 3^e samedi à 20 h. 30 au Butat,
50, rue de Turenne.

VAL DE MARNE :

Tous les jeudis de 14 h. à 17 h., 5, rue
Chevreuil, à Saint-Maur (50 m du RER).

BULLETIN D'ABONNEMENT

(à renvoyer à A.F. Université,
10, rue Croix-des-Petits-Champs, Paris 1^{er})

M. - Mme - Mlle NOM

PRENOM

RUE OU
LIEUDIT

N° DEPARTEMENT

COMMUNE

Je demande à recevoir A.F. Université pendant an(s)
à compter du mois de et verse la somme de

21 F	normal	— 2 ans	
13 F	étudiant	— 2 ans	
12 F	normal	— 1 an	
8 F	étudiant	— 1 an	

(mettre
une
croix
dans la
case
correspon-
dante)

(majoration de 5 F pour un abonnement sous
enveloppe)

par :

Fait le à
Signature :





de J.J.S.S. en Pompidou

Bertrand Renouvin

La conférence de presse de M. Pompidou a rassuré les conservateurs : après les déclarations fracassantes et les écrits incendiaires de Servan-Schreiber sur le Pouvoir régional, voici enfin que l'on revient au bon sens, au réalisme, à la mesure. Rien ne viendra modifier brutalement le visage harmonieux de notre pays, et les évolutions inéluctables se feront peu à peu, sans douleur.

Eh bien ! ce n'est pas notre avis. Les déclarations du chef de l'Etat ne nous satisfont pas. Même si elle est plus raisonnable en apparence, sa politique est aussi dangereuse que celle du député de Nancy.

Nous ne pouvons prétendre donner dans ce bref article une analyse complète de cette conférence de presse. Nous ne considérerons que deux questions, essentielles pour l'avenir de la France, l'Europe et de problème régional.

En ce qui concerne l'Europe, les déclarations de M. Pompidou ont été mesurées, nuancées, rassurantes aux yeux de certains : n'a-t-il pas parlé d'une simple confédération d'Etats, n'a-t-il pas insisté sur la nécessité du maintien de la règle de l'unanimité ? Certes. C'est que M. Pompidou n'est pas un utopiste. Il connaît la puissance du fait national. Il se rend compte qu'il est impossible de rayer les nations d'un trait de plume, qu'il est absurde de vouloir bâtir immédiatement la « nation européenne ». Mais il n'en reste pas moins qu'il ne renonce pas au « rêve européen ». Au contraire, il estime que l'Europe est « possible et nécessaire » et il envisage la création d'un gouvernement et d'un parlement européens. Les moyens d'y parvenir ? M. Pompidou est trop fin pour donner un schéma rigide. Il se contente d'évoquer la création de ministres chargés des questions européennes — ce qui signifie que ces questions ne seront plus considérées comme relevant du domaine de la politique étrangère — et il envisage que dans un certain temps ces ministres ne puissent plus faire partie des gouvernements nationaux.

La démarche de M. Pompidou fait bouillir d'impatience les activistes de l'Europe. Mais elle tend au but qui est le leur : l'intégration économique et l'harmonisation des politiques au niveau européen. Ainsi, entre un Pompidou et un Servan-Schreiber, il n'y a pas d'opposition fondamentale sur le problème de l'Europe. L'un veut aller vite, l'autre est plus « réaliste », si tant est que l'on puisse parler de réalisme dans cette affaire. Peut-on dire que l'un est moins dangereux que l'autre ? Pompidou et J.J.S.S. aboutiront en fait au même résultat, l'« intégration économique » qu'ils préconisent parachèvera la nouvelle domination de l'Allemagne sur le continent. Quant au pouvoir politique européen, il ne pourrait aboutir qu'à l'anarchie totale ou à la dictature d'une bureau-technocratie supra-nationale. Ces vérités, souvent démontrées dans ce journal, sont bonnes à rappeler de temps à autre.

Nous ne pouvons pas non plus être satisfaits par les déclarations du chef de l'Etat au sujet de la question régionale.

Bien sûr, il est rassurant d'entendre Pompidou parler du nécessaire maintien de l'unité nationale. encore que cette unité soit contradictoire avec l'essence même de la démocratie. Mais il est extrêmement dangereux de refuser, au nom de cette unité, toute véritable décentralisation. Car les réformes que Pompidou promet, et qu'il situe dans la ligne de son action de Premier Ministre, ne seront bien évidemment pas décentralisatrices. Elles aboutiront tout au plus à une certaine décentralisation, qui, comme l'expérience le prouve, ne fera que renforcer le caractère centralisé de notre pays. Les déclarations de Pompidou montrent donc une fois de plus que le régime républicain ne veut ni ne peut décentraliser. Or cette incapacité, inhérente au système démocratique, aura à plus ou moins long terme des conséquences fâcheuses pour l'unité de la nation. Le séparatisme n'est en effet que la réaction de désespoir de ceux qui, souhaitant la renaissance de véritables libertés régionales et loca-

les, s'aperçoivent qu'ils n'obtiendront jamais rien du pouvoir central. On ne parle plus guère du Front de Libération de la Bretagne. Gageons que de tels Fronts renaîtront rapidement en Bretagne et ailleurs, et qu'ils pourraient bien conduire la nation à de nouveaux déchirements.

Bien évidemment, cela ne signifie pas que nous adhérons de quelque façon à la politique de Servan-Schreiber. Parce que nous connaissons les lois de la politique française, nous savons que le « pouvoir régional » est incompatible avec la forme démocratique de nos institutions, et que la transgression de cette loi exposerait la Nation à la pire des anarchies.

Qu'elle soit Jacobine ou qu'elle ne le soit pas, la politique régionale en démocratie ne peut donc aboutir qu'à la ruine de la nation.

Ces quelques réflexions montrent clairement quelle doit être notre ligne de conduite. Il ne s'agit pas d'être pour Pompidou et contre Servan-Schreiber parce que l'un célèbre l'unité nationale et l'autre la bafoue. Il ne s'agit pas non plus d'être pour J.J.S.S. et contre Pompidou parce que le premier est partisan d'un pouvoir régional que l'Action française réclame depuis plus d'un demi-siècle, et le second hostile à toute décentralisation. L'un par son conservatisme, l'autre par sa furie sont d'authentiques destructeurs de la Nation, parce qu'ils participent tous deux à la même idéologie. C'est donc le procès de la démocratie, de ses idées et de ses institutions, qu'il nous faut mener plus vigoureusement que jamais.

Répétons-le. Le maintien de l'unité nationale est contradictoire avec l'existence même d'un système démocratique. Quant à l'union européenne, elle vise à détruire la dernière communauté qui ait résisté jusqu'à présent à la démocratie : la Nation.

Notre tâche est de faire comprendre ces vérités essentielles aux Français soucieux de leur avenir et de celui de leur pays.

A tous ceux qui, par dépit, seraient tentés de se réfugier dans le séparatisme, il faut montrer inlassablement que le processus centralisateur, l'oppression étatique ne sont des fatalités que dans un cadre démocratique.

A tous les travailleurs, chez qui on a ancré l'idée que « les prolétaires n'ont pas de patrie », il faut démontrer que l'existence et la prospérité de la communauté nationale sont les conditions premières de leur bien-être. L'Europe que l'on veut construire les mettrait sous la coupe du capitalisme étranger. Qu'ils demandent donc aux ouvriers nantais qui ont été récemment engagés par une officine allemande ce qu'ils pensent de l'« Europe de la fraternité ». Car les européistes se soucient peu de résoudre les problèmes sociaux. L'Europe n'est pour eux qu'un moyen de parfaire la société programmée, technocratique, la grande société de consommation dont nous avons pu constater les méfaits sur le plan national. Peu leur importe le bonheur des hommes, pourvu que ceux-ci produisent et consomment selon les prévisions des planificateurs.

Lutte contre la démocratie et contre son dernier produit, la bureau-technocratie, lutte contre la mystique européiste, lutte contre le capitalisme et son dernier avatar, la société de consommation, tels sont les points essentiels sur lesquels nous devons faire porter notre effort. Ce combat est négatif, dira-t-on. C'est qu'il importe de détruire les principes faux, les institutions mauvaises, les systèmes néfastes, avant de reconstruire les véritables communautés humaines, avant de poser les conditions politiques de leur renaissance.

Les communautés, ce sont celles de la région et de la commune, qui écarteleront l'oppression étatique et qui donneront aux Français la possibilité de gérer librement leurs affaires. Ce sont celles de la profession et de l'entreprise, à l'intérieur desquelles le travail humain reprendra sa signification, et qui assureraient une véritable protection des travailleurs



la crise de l'U.R.S.S. et des pays satellites

A l'Est, des craquements se font entendre, succédant au bruit des bottes et des chars intervenus pour réprimer les signes avant-coureurs de la crise. Celle-ci est universellement reconnue, même par ceux qui ont été les thuriféraires acharnés des démocraties populaires. Au demeurant, la compréhension de la crise suppose l'abandon d'un vocabulaire truqué dont les mots camouflent les réalités plutôt qu'ils ne les expriment : la fameuse opposition entre communistes « durs » et communistes « modérés » recouvre des antagonismes idéologiques et sociologiques et non des divergences d'ordre psychologique ou tactique. A ces antagonismes, produits de l'évolution intérieure de l'U.R.S.S., se sont joints la montée des nationalismes et les conséquences de la crise économique.

la lutte pour le pouvoir

La lutte pour le pouvoir recouvre un antagonisme sociologique fondamental, à savoir la montée des cadres économico-administratifs s'opposant à la tutelle de la bureaucratie politique. Le véritable enjeu consiste dans le contrôle de l'Etat, maître de la décision, et promoteur, du moins en théorie, de l'évolution économique. Il serait simpliste de réduire cette lutte à une compétition pour la maîtrise de l'économie.

Face au projet des cadres économico-administratifs, les bureaucrates politiques se battent aussi, pour la conservation de l'idéologie marxiste-léniniste qui justifie leurs privilèges de caste. La politique étrangère est également une cause de discorde : à la coexistence pa-

cifique prônée par les technocrates s'oppose une politique d'expansion, voire de lutte militaire qui permettrait aux cadres politiques de retrouver la totalité du contrôle sur les structures du pays.

Les technocrates ne mettent nullement en question la nature même du régime dont ils souhaitent simplement une libéralisation garantissant leur autonomie et la sécurité de leurs carrières. La collectivisation des moyens de production n'est pas en cause : en effet, celle-ci leur assure l'ensemble du contrôle sur le processus économique. Pour ces technocrates, les rapports de production, fondamentaux dans une société où dominent les luttes de classe, disparaissent dans la société soviétique où le problème majeur est d'élaborer une « théorie scientifique de l'organisation des forces productives... et une théorie de la planification de l'économie soviétique ». Ce qui signifie qu'à terme, la bureaucratie politique doit laisser la place aux techniciens et aux gestionnaires.

Pendant toute la période de « l'édification du socialisme » la bureaucratie politique s'est accrue et différenciée à mesure qu'augmentait la complexité des problèmes à traiter. La différenciation s'effectue entre ceux qui assurent les fonctions politiques et ceux qui sont cantonnés dans des tâches techniques. Le stalinisme permit un équilibre des deux tendances : Staline par son poste de secrétaire général du parti contrôlait les cadres politiques, et par ses fonctions de commissaire à l'inspection ouvrière et paysanne s'assurait la domination sur les cadres économicos. La mort de Staline, en séparant les deux postes rend leur liberté aux factions en supprimant l'élément fédérateur. L'absence de cet élément fédérateur conduit à une impasse : seule la violence permet de dénouer la contradiction. L'élaboration de compromis exaspère la contradiction sans la dénouer, ce qui explique l'actuelle absence de politique de grande envergure.

Les tentatives de libéralisation ont failli provoquer un rapide effondrement du système : insurrection hongroise, grèves en U.R.S.S., soulèvement de Berlin-Est, etc... Le compromis entre les exigences du maintien de la « légalité socialiste » et les nécessités du libéralisme a conduit à des mesures partielles : abandon officiel du système des purges, déconcentration relative des organes de planification, substitution de « l'Etat de tout le peuple » à la dictature du prolétariat. Mais la primauté de l'appareil politique demeurait et l'Etat soviétique restait le seul centre de décision, en particulier dans l'économie où les entreprises ne sont que des secteurs spécialisés du trust étatique. Certains économistes marxistes ont opposé à cette conception primaire la diversité des activités économicos, le développement inégal des entreprises et l'hétérogénéité des conditions de production. Cette thèse tend à accorder aux entreprises une certaine autonomie, d'où le retour de la notion de profit et l'obligation d'admettre la loi de l'offre et de la demande. Cette évolution constitue une véritable mutation

vers l'économie de profit tenue et dirigée par les gestionnaires. Cependant les intérêts communs aux cadres politiques et aux cadres économicos sont suffisamment importants pour maintenir l'équilibre des forces ; dans la mesure où cet équilibre évolue en faveur des cadres économicos, les cadres politiques cherchent une compensation dans le domaine de la politique étrangère.

Le principal champ d'intervention de l'appareil soviétique réside dans le glacis d'Etats satellites constitué au lendemain de la seconde guerre mondiale. Cette intervention permanente n'est nullement le fruit de relations de politique étrangère de type classique, mais l'application d'un mythe, l'internationalisme prolétarien qui déguise une réalité, l'impérialisme soviétique, au moyen de la « diplomatie dialectique ».

une diplomatie dialectique

Pour le politicien démocrate à courte vue, la politique étrangère est soit le fait d'un sentiment idéologique (les nations démocratiques contre les nations réactionnaires), soit la reconnaissance de règles juridiques formelles (les relations entre deux souverainetés théoriquement égales). La conception soviétique est tout autre et part d'une définition reprise d'un homme d'Etat suédois, Oxiensern : la simulation et la dissimulation sont les deux esclaves du diplomate. Moyennant quoi, l'Histoire de la diplomatie publiée par les Soviétiques et destinée aux responsables communistes des Affaires étrangères avoue les quelques principes suivants : « les traités de non-agression ne servent que de rideau de fumée qui permet avec un maximum de sécurité et un minimum de risque de préparer une guerre ou une perturbation violente et soudaine de la situation internationale ». « Moins répandue que le camouflage, la tactique des menaces est, elle aussi, utilisée sur une grande échelle ».

Le fait de disposer « d'une arme... qui permet de prévoir les tendances de l'évolution future et d'orienter celle-ci dans le sens voulu » donne à la diplomatie soviétique un dynamisme inconnu de ses adversaires. Le marxisme-léninisme n'accordant de crédibilité qu'aux rapports de force, le droit et la morale internationale sont rejetés au rang de superstructures inutiles. L'histoire n'étant considérée que comme un perpétuel conflit, le diplomate dialecticien pense son action en termes de lutte, ouverte ou larvée. Si, selon Clausewitz, la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens, la formule peut aisément être renversée : la politique est la continuation de la guerre par d'autres moyens. Dans ce domaine, les considérations de « recul » ou de « désir de la paix » n'ont que

de J.J.S.S. en Pompidou

et une authentique représentation de leurs intérêts. Mais pour que ces communautés reprennent vie, encore faut-il qu'elles soient insérées dans la communauté plus large de la nation, qui les rassemble et les protège. Encore faut-il que le pouvoir politique soit suffisamment indépendant pour susciter la renaissance de libertés — donc de pouvoirs — assez souple pour les fédérer sans les étouffer, assez fort pour se libérer de l'emprise bureau-technocratique. C'est là la définition de la Monarchie qui sera, pour reprendre la formule de Maurras « hiérarchique, syndicaliste et communautaire » c'est-à-dire, comme notre Maître le dirait encore, « immensément populaire ».

B. R.

peu d'importance : intransigeance ou modération dépendent de la direction tactique, partie de la direction stratégique. Toutes les fois que la diplomatie soviétique s'attache à un problème, c'est qu'elle est sûre de la vulnérabilité de son adversaire et de l'état favorable de l'opinion internationale.

Tout cela explique l'audace calculée des interventions soviétiques dans les pays de l'Est. Qu'importe la rupture à grand fracas de quelques compagnons de route : les lamentations de quelques intellectuels progressistes pèsent peu en face du glacis enfin reconstitué. Il est commode de rejeter la prétendue faute sur des « déviations » ou des « traîtres à la cause du socialisme ». En fait l'écrasement de la Tchécoslovaquie, tout comme jadis la répression de la Hongrie, se justifient de façon marxiste. Le principe des nationalités n'est qu'une arme dans la lutte contre le système occidental. Devenu résidu de la société bourgeoise, il convient de s'en débarrasser. Le fétichisme du nombre cher aux démocrates occidentaux ne joue pas : que représente la « volonté du peuple tchécoslovaque » face aux armées soviétiques ? Absolument rien. Le fait d'avoir commis des fautes qui ont suscité cette révolte n'est plus qu'affaire d'autocritique : il convient de réorienter la tactique par rapport à la stratégie.

les luttes de libération

Quant aux luttes de libération, elles interfèrent fréquemment avec les luttes pour le pouvoir à l'intérieur même des cadres du système.

Les premières révoltes sont venues de la part des privilégiés : l'exemple le plus typique en est la révolution hongroise de 1956 où à l'origine, il s'agissait d'une simple libéralisation dans les structures du pouvoir. Les premiers promoteurs en furent l'intelligentsia communiste et les étudiants, pourtant sélectionnés par le régime. Le même fait est constatable pour le corps des officiers choisis parmi les familles des dignitaires et fonctionnaires de l'appareil. Les revendications originelles se contentaient de reprendre les mots d'ordre de la première étape de la révolution bolchevique : les usines aux producteurs. Il ne s'agissait pas de restauration de la propriété privée, mais de récupération des moyens de production passés entre les mains de la « nouvelle classe » dénoncée par le yougoslave Milovan Djilas. Une autre caractéristique de cette lutte de libération, avortée avant d'avoir pu être récupérée est l'extrême faiblesse, selon le mot de Thierry Maulnier, de la charge idéologique de la Révolution hongroise où nationalisme viscéral, marxisme libertaire et parlementarisme se confondent. Tous ces éléments appartenaient déjà à des conceptions révolues trop inefficaces en face d'un marxisme stalinien disposant à la fois de la cohérence interne et de la force pure que donne cette cohérence.

Pourtant l'expérience hongroise fut la première révolution post-marxiste dont les aspirations tendaient, malgré l'aveuglement idéologique, à faire éclater les vieux cadres issus du libéralisme et du socialisme stalinien. La réussite de la révolution hongroise aurait entraîné une évolution vers un socialisme technocratique par la manipulation des conseils ouvriers au moyen des techniques de persuasion clandestine. L'expérience yougoslave est là pour nous enseigner le passage du stalinisme au socialisme gestionnaire dissimulé sous les apparences de l'autogestion. Le mythe des communismes nationaux a également été présenté comme une voie vers la libération. La Yougoslavie a constitué le premier modèle de ces « voies nationales vers le socialisme ».



un revenant..

Sur le plan du pouvoir, les expériences de « l'Octobre polonais » et du « printemps de Prague » sont riches d'enseignements. En fait il s'agit là de formes spécifiques de bureaucraties et d'un changement des techniques de domination. Gomulka et Dubcek sont des marxistes formés dans le sérail, mais ayant compris la nécessaire mutation de l'économie vers une certaine autonomie de gestion. Dans le même temps, la découverte des techniques de persuasion rend caduque la grossière oppression policière du temps stalinien. La marge étroite d'indépendance acquise à l'occasion de ces changements a rendu nécessaire l'intervention armée, mais les exemples polonais et tchécoslovaques n'ont fait qu'anticiper sur l'évolution intérieure des démocraties populaires. La défense de l'idée de polycentrisme par Togliatti comme la définition d'un modèle français du socialisme par Garaudy tentent d'appliquer aux sociétés évoluées d'Europe occidentale les tentatives des pays de l'Est.

L'apparition de courants similaires en U.R.S.S. ne peut que renforcer cette évolution. Comme le dit Pierre Debray, il « serait déraisonnable de donner trop d'importance à l'actuelle opposition ». Celle-ci est d'ailleurs divisée en une multitude de courants qui n'ont en commun que leur hostilité au néo-stalinisme. Depuis les personnalistes communautaires du NTS (organisation révolutionnaire de la Résistance Russe) jusqu'aux jeunes intellectuels trotskistes en passant par les démocrates technocrates comme Pavel Litvinov, l'éventail de cette opposition ressuscite des courants politiques divers, dont beaucoup s'inspirent des mêmes schémas intellectuels qui ont mené leur pays au totalitarisme. A l'intérieur du régime, des hommes tentent d'accentuer une transformation susceptible d'éviter l'effondrement. Un homme comme le professeur Zacharov, président de l'Académie des sciences l'a parfaitement expliqué dans son livre : *La liberté intellectuelle en U.R.S.S. et la coexistence*.

Mais l'opposition la plus proche des réalités est celle des nationalités opprimées que forment les quatorze républiques socialistes soviétiques. Cette opposition est particulièrement vive en Ukraine, pays de vieille civilisation, devenue indépendante en 1918, puis reconquise par l'Armée Rouge en 1920. Les anticommunistes les plus farouches oublient volontiers l'impérialisme soviétique vis-à-vis de ces nationalités dont le combat larvé constitue peut-être l'avant-garde des forces qui minent le système soviétique.

Axel ALBERG

DAF

les dossiers d'Action Française

n° 6 - L'AGRICULTURE

Abonnements étudiants : 5 francs

11, rue Villaret-de-Joyeuse, Paris-17^e

CCP Paris 71-70-54

les minorités francophones en Europe

Nous ne prétendons évidemment pas faire ici une étude détaillée de cette question, mais compléter en quelque sorte la *Décentralisation linguistique* (A.F.U., Janvier 71).

Est francophone au sens strict une région où la langue maternelle est un dialecte gallo-roman ou le français. Les noms patronymiques et les noms géographiques y sont français. C'est le cas d'une partie de la Belgique, de la Suisse romande, du Val d'Aoste, du Canada français... Par extension, on appelle aussi francophones des pays où la langue maternelle est un parler non-français mais où le français est utilisé comme langue officielle importée. Ainsi, nos minorités linguistiques, le Grand-Duché de Luxembourg, l'Afrique française, sont francophones au sens large. Les noms patronymiques et les noms géographiques (ceux-ci étant parfois francisés) n'y sont pas français.

Le nationalisme français n'est pas une idéologie révolutionnaire créatrice de guerres et de désordres comme le nationalisme allemand. Il est la doctrine de fructification d'un héritage diversifié, stabilisé, et facteur d'ordre. Il s'accommode donc parfaitement de minorités linguistiques en France et ne nourrit aucune revendication annexionniste a priori sur les minorités francophones. Mais la langue française étant un patrimoine commun entre les autres pays francophones et nous, c'est notre intérêt de le défendre en commun partout où il est en péril. Les méthodes de cette défense peuvent varier. C'est ainsi que nous proposons en janvier qu'un certain nombre de sièges de l'Académie française soient réservés aux étrangers francophones. Et à la limite, pourquoi la France resterait-elle sourde à l'appel éventuel de populations qui réclameraient leur rattachement à notre pays pour sauver leur langue ou leur identité ? Encore faudrait-il que nous ne soyons pas en posture de nous faire reprocher la non-reconnaissance de nos propres minorités, et que la France soit un Etat souverain non-intégré dans une éventuelle « Europe ».

Nous nous intéresserons ici aux minorités francophones en Europe. A part le Luxembourg, il s'agit de régions francophones au sens strict. Dans ces pays, les dialectes — wallon, franco-provençal — ont subsisté davantage qu'en France. Cela est dû, outre l'absence du nivellement jacobin, à l'éloignement relatif de ces dialectes par rapport au français. Le français littéraire qu'on y parle est, du fait de la séparation politique, légèrement différent de celui qu'on parle en France, quoique ce phénomène soit beaucoup moins marqué qu'au Canada.

de la Belgique...

La Wallonie au sens strict est le domaine du wallon, dialecte gallo-roman mélangé de flamand qui débordait par endroits sur la frontière française. Par extension, on désigne ainsi la partie francophone de la Belgique — moins Bruxelles —, bien qu'elle comprenne aussi la région picarde (au sens dialectal du terme) de Tournai et la région d'Ardenne, morceau de Lorraine francophone. Il y a un siècle, on aurait pu désigner comme francophone au sens large la Belgique tout entière. Dans la partie flamande, les dialectes néerlandais (désignés

sous le terme de « flamand ») n'y étaient plus que des parlers populaires abâtardis et la bourgeoisie était francisée, comme dans notre Flandre maritime actuellement. Le régime officiel était celui de l'unilinguisme français et le flamand n'avait aucune existence officielle. De là provient la regrettable mais irréversible hostilité des Flamands envers la langue française : ils se sont trop longtemps entendu dire que le flamand n'était pas une vraie langue. Ils ont imposé avec vigueur l'unilinguisme néerlandais dans leur région et l'égalité de leur langue avec le français au niveau national. Les francophones paient maintenant leurs erreurs. Minoritaires, ils se considèrent comme brimés (33 % sans Bruxelles, 43 % avec Bruxelles). Dans le cadre du régime unitaire inspiré par le libéralisme du XIX^e siècle, les francophones n'ont aucune voix autonome pour se faire entendre et subissent la loi de la majorité néerlandophone, surtout depuis la création du Bénélux. La Wallonie se plaint de son sous-développement et les francophones bruxellois — dont il faut chercher l'origine dans l'ancien statut quo — se voient imposer le « carcan », c'est-à-dire le refus de l'extension de la zone bilingue dont ils bénéficient. De plus, ce sont maintenant les francophones qui sont de plus en plus obligés d'apprendre le néerlandais, langue, il faut bien le dire, de portée réduite.

Ce qui est indéfendable, c'est la vieille théorie d'« une langue, deux dialectes ». C'est de l'application de cette vue fautive qu'est parti tout le problème belge. La Flandre est néerlandophone au même titre que les Pays-Bas, car là où il y a un dialecte — il y en a aussi en Hollande — il y a aussi la langue correspondant à ce dialecte. La négation de ce fait objectif est pour beaucoup dans l'absence de portée du mouvement contre-révolutionnaire dans ce pays.

D'ailleurs, plusieurs régions belges — Tournai, Philippeville — peuvent à juste titre se considérer comme françaises, l'ayant été pendant longtemps. La France a laissé son empreinte jusqu'à Namur, avec la grande citadelle de Vauban. Si la Belgique, comme c'est possible, n'arrive pas à trouver un équilibre stable et si les francophones belges se tournent vers la France, espérons que le gouvernement français de cette époque sera à même d'assumer ses responsabilités.

Le Grand-Duché de Luxembourg n'a théoriquement pas sa place ici. Ce n'est pas une minorité : c'est un état souverain. Mais du fait de ses dimensions restreintes et de son étroite dépendance vis-à-vis de la Belgique à laquelle il est lié par une union douanière et monétaire, c'est une minorité de fait. De plus, il n'est francophone qu'au sens large. Au sens strict, il est germanophone. On y parle un dialecte allemand mélangé de français, le luxembourgeois. Ce dialecte se parle d'ailleurs aussi dans la région française frontalière de Thionville, le Luxembourg français, qui est l'un des pays de la Lorraine du Nord germanophone. Contrairement aux autres dialectes allemands, il est unique sur tout le territoire, stabilisé, et écrit. C'est la langue qu'on enseigne à l'école primaire. La langue littéraire correspondante, l'allemand, sert de langue de culture et a rang de langue officielle, mais à égalité avec le français, parlé

dans la Belgique voisine (et qu'on parle d'ailleurs à la manière belge). Le Luxembourg veut marquer par là ses distances avec l'Allemagne voisine, un peu comme l'Alsace. Le français est la première langue officielle de fait, bien qu'ignoré de la plupart des Luxembourgeois. Le Luxembourg semble avoir trouvé dans cette solution un équilibre stable.

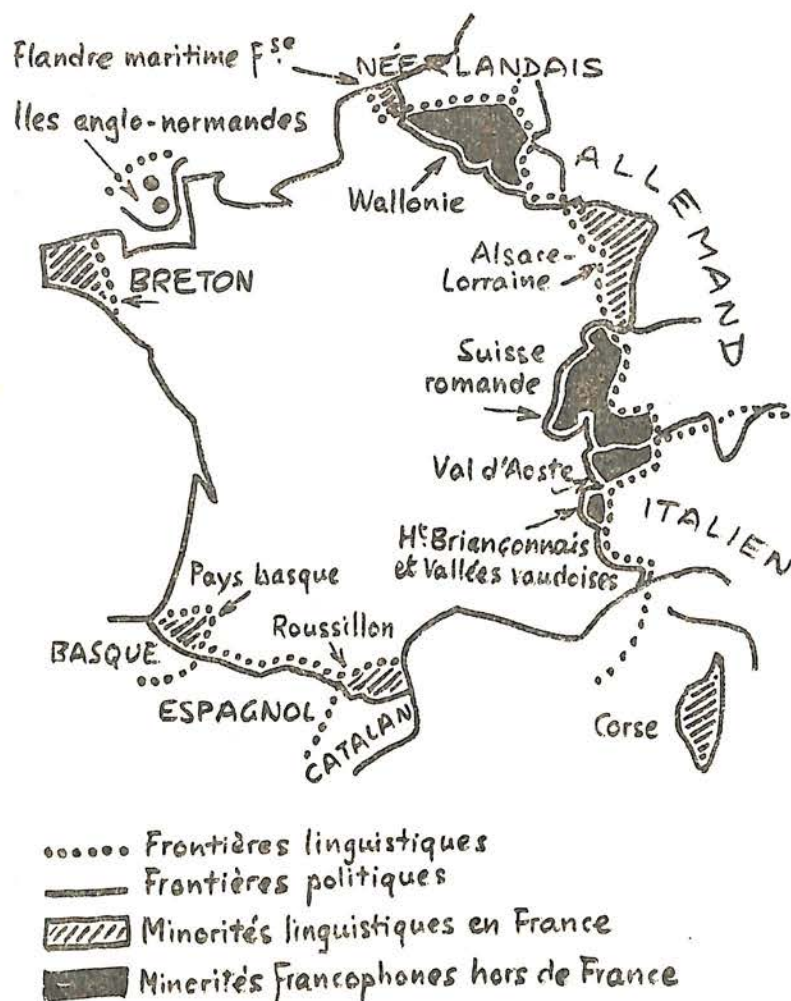
...à la Suisse

Avec sa station de radio et de télévision, ses nombreux quotidiens, ses quatre universités autonomes, ses grandes villes, ses cinq cantons semi-étatiques, et sa prospérité presque insolente, le moins qu'on puisse dire est que la Suisse romande n'a besoin de personne. Et pourtant c'est une petite minorité : 18 % de la population suisse (la Suisse compte 5 millions de résidents nationaux). Mais elle appartient à une nation presque aussi ancienne que la nôtre et encore plus stabilisée puisqu'elle bénéficie d'un régime correspondant à ses traditions politiques. Ces traditions de collégialité et de démocratie directe (qui relèvent d'un certain type d'aristocratie et de décentralisation et non de l'idéologie démocratique) rapprochent la Suisse romande du reste du pays et l'éloignent de la France à tradition monarchique. Le protestantisme majoritaire, qui a déteint au point de vue des mœurs sur la minorité catholique, n'est pas étranger à cet éloignement. Mais ceci n'empêche nullement la Suisse romande de se tourner librement et modérément vers la France en tant que pôle de la francophonie.

Une seule ombre à ce tableau : le « Jura », partie francophone du canton de Berne annexée en 1815. Il est composé de quatre districts catholiques au nord et de trois districts protestants au sud. Il n'a rien d'une « nationalité opprimée ». Il est développé économiquement et bénéficie de l'unilinguisme français comme le reste de la Suisse romande. A ce point de vue il ferait bien envie au Canada français. Mais les catholiques, majoritaires au Jura, se plaignent d'être noyés dans un canton germanophone et protestant. Ils revendiquent en faveur des sept districts la création d'un vingt-troisième canton suisse. Les protestants jurasiens, bien que francophones, s'y opposent de crainte d'être minoritaires dans un canton catholique. Cette question, qui a pris souvent une tournure dramatique, est en voie de règlement. On s'oriente vers la partition du Jura et la création d'un nouveau canton uniquement au profit des quatre districts catholiques. Ce n'est là en fait qu'un simple problème de décentralisation que les Suisses sont parfaitement capables de régler tout seuls.

Dans aucun de ces pays, en tout cas, la langue française n'est directement menacée. Ce sont de « grandes » minorités francophones chez lesquelles la langue française se porte bien et où les problèmes qui se posent parfois sont d'ordre purement politique.

Dans d'autres pays, la langue française, langue d'origine comme dans la plus grande partie de la France, a disparu en ne laissant que des vestiges reconnus ou non juridiquement. Il y a là une leçon à méditer. Il se peut très



bien qu'un jour ce soit notre tour de devenir un groupe linguistique en perte de vitesse. C'est ce qui peut très bien se passer si on « fait l'Europe ». Nous serons alors sous la loi de la majorité allemande qui ne s'embarrassera guère de scrupules si notre langue est un obstacle à sa domination. Mais ce jour-là il sera sans doute trop tard, comme dans les petits pays que nous décrivons ici.

des Alpes...

La frontière franco-italienne suit la crête des Alpes, conformément au principe de l'« irrédentisme » italien, sorte de nationalisme révolutionnaire qui n'est pas à une contradiction près : la frontière linguistique passe très loin sur le versant oriental à l'entrée des gorges. Or le nationalisme italien se fixe théoriquement pour but la réunion des peuples italo-phones. La synthèse entre ces deux positions contradictoires passe par l'italianisation des pays situés entre la frontière linguistique et la frontière politique.

Il s'agit principalement du Val d'Aoste, 100.000 habitants, catholique, mais aussi, plus au sud, des Vallées vaudoises, du nom de la secte religieuse fondée par le pré-réformateur Valdo, (rien à voir avec le canton de Vaud), 20.000 habitants, et qui sont adeptes de cette secte, sauf quelques villages catholiques. Ces pays appartiennent au groupe dialectal franco-provençal, qui ouvre la voie au français, langue de culture d'origine et unique langue officielle avant 1860. Le Val d'Aoste bénéficiait

alors d'une large décentralisation et de très anciens privilèges.

Le déracinement culturel du Val d'Aoste a commencé en 1880 avec l'introduction de l'italien à l'école et a continué avec le régime hyper-centralisateur de Mussolini qui a féroce-ment proscriit le français dans tous les domaines, allant jusqu'à italianiser les noms de lieux.

La nouvelle République italienne est quelque peu revenue sur les mesures prises par le fascisme. Les noms de lieux — sauf celui de la capitale qui s'appelle toujours Aoste — sont redevenus français. La Vallée est devenue une Région autonome, retrouvant ainsi ses anciens privilèges. La langue française elle-même a été rétablie. Mais le nouveau régime italien n'a pris aucune mesure pour combattre les effets de la politique fasciste, dont le succès avait été presque total. La langue française est reconnue officiellement mais à égalité — purement formelle et même pas totale — avec l'italien. Elle est enseignée à nouveau obligatoire-ment à l'école primaire, mais en fait comme une langue étrangère car personne ne l'utilise plus. On se contente de lui faire des aumônes, plaques de rues bilingues par exemple, l'italien en premier de préférence. Les Valdôtains, qui portent des noms français de type savoyard, donnent maintenant des prénoms italiens à leurs enfants. Comme au Québec, le bilinguisme formel ne fait que continuer le combat contre le français par d'autres moyens. Il semble que l'opposition francophone, très divisée, soit surtout venue de la bourgeoisie qui était la seule à utiliser vraiment le français. Le peuple valdôtain était composé en majeure partie de montagnards qui ne parlaient que le dialecte et

n'avaient guère l'occasion d'utiliser le français. Ils passent maintenant directement du dialecte à l'italien, qui n'en est pas tellement éloigné, le français et l'italien étant des langues voisines. Paradoxalement les montagnards sont maintenant les seuls à parler encore quelque peu français, sous forme dialectale.

Reconnaissons tout de même à la République italienne une « tolérance linguistique » absolument inexistante chez nous.

...à la Manche

Comme le Val d'Aoste, les Îles Anglo-Normandes (Channel Islands : Îles de la Manche) sont prospères, autonomes mais défrancisées.

Elles appartiennent à l'ensemble géographique français et le point le plus proche est à quelques kilomètres de nos côtes. C'est un morceau demeuré britannique de l'ancien Duché de Normandie. La Reine Elizabeth règne sur elles en tant que Duchesse de Normandie. Elles se divisent en trois ensembles politiques : d'abord Jersey, la plus grande, qui mesure 20 km sur 10 ; ensuite Guernesey et Aurigny qui constituent le deuxième ensemble ; et enfin Sercq. Chacun est presque un élément étatique. Les Îles n'envoient pas de député à Westminster et ne payent pas d'impôts au Royaume-Uni. Jersey a même depuis peu ses propres Postes. Toutes les dénominations d'Ancien régime ont été conservées : bailli, sénéchal, connétable, Etats... La minuscule île de Sercq est, avec Andorre, le dernier et pittoresque vestige de la féodalité. C'est une seigneurie sur laquelle règne actuellement une « Dame », vassale de la Reine d'Angleterre à laquelle elle a rendu il y a une quinzaine d'années le traditionnel hommage féodal.

Les Îles sont protestantes. Elles jouissent d'une autonomie totale et d'une grande richesse et n'ont jamais contesté leur appartenance au Royaume-Uni. Elles sont restées francophones à part entière jusqu'à la fin du siècle dernier. On y parlait un patois normand et la langue officielle était encore le français à une date très récente. Tous les noms de lieux sont restés français quoiqu'anglicisés parfois, ainsi que les inscriptions publiques. Mais, à partir de la fin du XIX^e siècle, le tourisme et la villégiature — le climat de Jersey, point le plus méridional du Royaume-Uni, en fait une Riviera britannique — ainsi que les franchises permettant d'installer des banques, ont amené un afflux d'Anglais et l'anglicisation de la population autochtone, qui ne semble pas y avoir résisté avec beaucoup de vigueur. La langue française est encore parlée par une partie des pêcheurs et des paysans (5 % de la population de Jersey, qui s'élève à 70.000 habitants, sans compter les résidents non permanents qui triplent la population chaque été) sous forme dialectale et possède encore un prestige historique. Théoriquement le français est encore enseigné à l'école primaire, mais la plupart des habitants sont devenus anglophones et unilingues, et de mœurs tout à fait britanniques. Comme en Val d'Aoste, le phénomène d'absorption a été total.

Certains tirent argument de l'existence des minorités francophones pour attaquer les nations et préconiser une Europe intégrée dans laquelle les francophones pourraient communiquer librement entre eux. C'est une politique de Gribouille. Une fois supprimé ce bastion des minorités qu'est la France, Etat souverain francophone, ce sont tous les francophones qui seront irrémédiablement minoritaires. Or cette étude montre que cela peut être dangereux pour eux. Sommes-nous prêts à faire une aussi folle expérience ? Notre pays n'est pas un laboratoire pour apprentis-sorciers européens.

P. C.

LE NEO-LIBÉRALISME

L'étudiant qui cherche à choisir une carrière — laquelle n'a bien souvent que peu de rapports avec son diplôme — est naturellement attiré par les secteurs en expansion, garants d'une rémunération élevée. Vocation, qualification, goût des voyages ou du dilettantisme, autant de facteurs qui sont brutalement gommés dès que la réalité se présente. nue et irascible : il faut gagner de l'argent.

Ne soyons pas hypocrites ! Bien peu nombreux sont ceux qui refuseraient un accroissement de leurs revenus, même si la nouvelle activité proposée ne satisfaisait pas leurs principes. A condition qu'une profession soit légalement honnête, qu'elle comporte avantages sociaux et garantie d'emploi, le seul index qui caractérise son intérêt est en fait sa rémunération.

La critique morale de la recherche des richesses date du déluge. Elle a eu des hauts et des bas. Tantôt dominait l'esprit de jouissance, tantôt était imposé l'esprit de sacrifice. A l'heure actuelle, de gros efforts sont réalisés en France pour redonner une dignité au commerce et au profit. Il ne s'agit certes pas du petit négoce traditionnel ; il s'agit simplement de lutter contre la résistance qu'oppose le marché français à l'implantation rapide des méthodes modernes de distribution et de conditionnement mises au point aux U.S.A. Car ce qui est naturel à ce pays imbu de libéralisme luthérien suscite chez nous méfiance et hostilité.

le marketing : aspect sommaire

Le commerce en France réalise de moins grosses marges qu'à l'étranger. C'est pourquoi en ce domaine les prises de participations américaines sont très réduites. Mais la médaille a un revers : peu d'incitation au dynamisme. La mentalité nationale élimine les meilleurs cerveaux du secteur commercial. Le métier n'est pas jugé digne. Il y a quelques années encore, un diplômé de l'enseignement supérieur se lançant dans les affaires voulait

bien être P.D.G. ; mais l'aspect vente ne lui inspirait que mépris.

L'opinion publique traditionnelle abonde en ce sens : le fabricant est un escroc, un bançit qui ne met pas d'indications suffisantes sur les boîtes qu'il met en vente ; le commerçant est un monsieur qui n'a que le souci de s'en mettre tout de suite plein les poches (G. Josseland).

La situation se retourne lentement chez les jeunes cadres, principalement sous l'effet des diplômes des « business schools » et de ceux qui ont passé quelque temps dans les filiales européennes d'entreprises yankees. La réalité qui s'impose est la suivante : le *management* implique le *marketing*. Car le meilleur des produits doit encore être vendu ; le service commercial d'une société est primordial, non de manière éthique, mais empiriquement, car c'est lui qui conditionne la marche totale de l'entreprise.

Que cette activité s'exerce dans le sens de l'exacerbation de la société de consommation ne change rien à l'affaire ; cela ne saurait permettre de porter le moindre jugement normatif sur sa nature même. Tel le caméléon, toutes les techniques prennent la couleur de leur environnement.

La vérité ne saurait s'imposer par elle-même, dans l'absolu, qu'en un monde de rêve. Pourtant, la dure loi du marketing se fait sentir : pour vivre, il faut vendre. Mot qui doit être pris dans une acception très large.

Une pensée politique, par exemple ne vaut que dans la mesure où l'on a mis en œuvre les moyens de la diffuser, de la commercialiser, de la rendre consommable et monnayable. L'expression et la diffusion prennent place après l'élaboration des idées, mais conditionnent leur survie.

Mais pour imposer ce principe il fallait rompre un épais mur d'incompréhension ; il faut bien à ce sujet ne pas défendre, sous prétexte de traditionalisme, ce qui n'est que sclérose. Pour y parvenir, le commerce, la recherche du profit, s'efforcent de se composer un nouveau visage, une nouvelle image de marque. Les arguments libéraux classiques érigeant Hermès en maître de l'Olympe font place à la dialectique « création de richesses ». Plutôt que d'échanger simplement un produit contre de l'argent, on s'attache à satisfaire les besoins du client au moyen du produit et de tout ce qui a trait à sa création, sa livraison et sa présentation.

Ainsi le Marketing peut se glorifier d'être « un élément actif de l'ensemble des sciences de l'homme et de sa culture ». Il est même une forme d'humanisme car le but suprême de toute activité n'est-il pas la satisfaction de l'homme contemporain ?

Mais derrière ce verbe grandiloquent et insipide, les problèmes déontologiques restent quasiment inchangés. Car le travail de bureau, au sein de sociétés de conseil appartenant au secteur quaternaire, se fait à l'air conditionné, sur de la moquette, dans un gratte-ciel du Pont de Neuilly ou de Super-Montparnasse. Mais les directives qui sont produites par cette hyper-concentration de matière grise se ramènent, au stade de l'application, à des rapports humains qui relèvent de l'abus de confiance le plus caractérisé.

la montée du néo-libéralisme

Ce système politique cohérent et global s'élabore d'une manière totalement nouvelle et originale. Pas de maître à penser, pas de prophète théoricien. Pas d'organisation, pas de militants, pas de publication spécifique. Rien de commun non plus avec les sociétés secrètes.

Il s'agit d'un courant général issu des Universités et des entreprises, particulièrement celles du secteur quaternaire, où les décisions sont systématiquement prises suivant les schémas désormais classiques de la gestion par objectifs. (La véritable autogestion, qui n'est possible qu'entre gens capables de s'autogérer).

Sans but délibéré, des groupes de chercheurs ont commencé de se réunir çà et là pour réfléchir sur les conditions générales de l'évolution de leur cadre de vie, de leur milieu professionnel. Chacun ressentait confusément que, s'il fallait « remettre dans le droit chemin » ceux des employés du secteur productif qui se livrent à la contestation, personne ne savait au juste ce qu'était le « droit chemin ». C'est ainsi que la recherche s'est développée, de façon décentralisée, prenant ses sources dans des horizons différents, ne pratiquant aucune exclusive systématique.

Au cours de ces multiples séances de *brainstorming*, un travail colossal a été abattu. Cette tiers battus de l'esprit logique classique est sans ce départir toutefois d'un caractère trop durera tant que les politiques de l'Ancien Monde n'auront pas suivi et dépassé le mouvement. En attendant ce jour, le néo-libéralisme peut être objectivement, quelles que puissent être les volontés de ses promoteurs, qu'un agent de l'impérialisme yankee.

Prochaine étude :
PAYS LEGAL
PAYS RÉEL

RALISME

Ce courant est réformateur par sa forme, puisque tous ceux qui y participent sont intégrés professionnellement au système et ne demandent qu'à l'améliorer de l'intérieur.

D'ailleurs les concepts européens sont fort difficiles à transposer au monde de l'avant-garde U.S. Réforme, qui chez nous évoque l'idée des modifications réglementaires, de lois succédant à d'autres lois, de changements de structure, veut dire là-bas : action. De même que la vente y est inséparable de la fabrication, l'action y est inséparable de la pensée. Et autorité ne veut dire autre chose que compétence, aptitude à dialoguer, à déléguer ses pouvoirs, à arbitrer. La compétition est reine et chacun n'est jugé que sur ses résultats.

Ces « réformateurs » sont donc des hommes d'action. Et c'est pourquoi leur doctrine n'apparaît pas sous forme de manifeste, de parti, de recueil de citations : c'est que chaque idée nouvelle est aussitôt mise à l'épreuve de la pratique. Elle est « testée » ; cela conduit à la modifier, à l'affiner, à l'améliorer. Elle s'intègre ensuite à ses applications, elle se réajuste dans ses résultats tangibles. Ceci au niveau du *management* au sein de différents types de communautés : entreprises, mais aussi syndicats, clubs, églises. Il est aussi difficile de faire la part, dans cet ensemble de réflexions pluridisciplinaires, de ce qui relève du politique. Ce clivage, propre à satisfaire notre esprit cartésien, est quelque peu artificiel. Ce que nous appelons pour simplifier « *néo-libéralisme* » n'est qu'un élément de cette symbiose critique-action qui se dresse face au nihilisme contestataire.

Le désarroi et la passivité de l'homme face à la publicité et l'urbe actuelle sont bien connus. Que dire des moyens mis en œuvre, en la matière, de ceux qui font la charnière entre les manitous du marketing trônant dans divers secteurs jadis consacrés exclusivement à la bourgeoisie et qui, se démocratisant, partent à l'assaut de la masse qui représente un potentiel de pénétration fantastique ?

A ce sujet le dialogue de la page 14 (des carrières alléchantes) — quasiment vécu — montre l'état d'esprit, sans doute déformé par la boisson, de ceux qui font la charnière entre les manitous du marketing trônant dans divers secteurs jadis consacrés exclusivement à la bourgeoisie et qui, se démocratisant, partent à l'assaut de la masse qui représente un potentiel de pénétration fantastique ?

Pour répondre au manque d'intérêt des élites étudiantes pour des carrières apparemment aussi emplies de mesquinerie et de bassesse, les théoriciens du marketing — ainsi que ceux de toutes les disciplines connexes — font appel au *néo-libéralisme*, lequel transcende le pel au *néo-libéralisme*, lequel transcende le débat pour apporter une alternative globale tant aux socialistes qu'aux mouvements de doute et de rejet qui agitent les Etats-Unis.

Mais ces réformateurs sont en fait et surtout des révolutionnaires. Ils ne se présentent absolument pas comme des défenseurs d'un *American way of life* remis au goût du jour. Ils en ont constaté la faillite mais se refusent à en rester à une attitude négative. Leurs constructions vont bien souvent à l'encontre de la tradition libérale américaine. Leurs définitions des concepts de commerce et de progrès n'ont rien à voir avec l'Encyclopédie.

Ils sont révolutionnaires et élèvent le changement, l'innovation au rang de valeur sacrée. Ils refusent la croissance systématique et absurde, le gonflement stérile des agrégats économiques au fil des séries temporelles. Leur perpétuelle évolution est une quête prométhéenne de l'absolu, du constant dépassement de soi. Mais, tel Cortès, ils brûlent sans cesse leurs vaisseaux. Il n'y a donc pas croissance infinie sur une ligne droite sans horizon, mais déplacement sur une sorte de spirale où seul le mouvement est variable d'état.

C'est l'accélération de ce processus de création, force vive du travail humain, qui en est le moteur. Les dernières découvertes scientifiques rendent le chercheur très modeste dans un essai de théorie générale. L'abandon de toute loi déterministe pour l'adoption de principes de déduction statistiques impose au cerveau un effort d'abstraction dont il est bien souvent incapable, vu sa nature même. La perception des réalités ne peut plus s'opérer suivant les simples schèmes cognitifs admis jusqu'alors. Le néant philosophique ne cesse de s'agrandir.

D'où le raisonnement suivant : l'homme, ou du moins ceux des humains qui sont suffisamment intelligents sont à la recherche de l'explication de leur propre existence. Pour progresser en ce domaine aujourd'hui, il ne suffit plus de méditer dans une chambre de bonne ou de se pencher sur l'existence et l'essence d'un tronc d'arbre dans un jardin public. Il faut être sérieux, éviter l'écran multiple, créé par sa propre perception, entre le symbole et la matière. Il faut s'organiser, étudier, expérimenter. Tout cela nécessite une organisation sociale et politique favorisant, ou du moins tolérant, cette action. Entre autres choses il faut que cesse rapidement tout ce qui peut entraver cet essor, c'est-à-dire la distraction des forces productives humaines vers de vaines querelles. Il faut donc intéresser chacun au grand œuvre, au moins inconsciemment. Et pour ce faire, satisfaire au maximum les besoins du moment. Ces besoins ne sont pas forcément toujours individuels. On peut y intégrer les besoins sociaux, les nécessités à long terme, la protection des valeurs en péril, bref tout ce qui peut contribuer à une organisation sociale et politique harmonieuse, diminuant au maximum les frottements et les déperditions d'énergie (1).

Et, parmi ces besoins que manifeste l'homme, il en est un fondamental que l'on a trop négligé jusqu'à présent : c'est l'innovation. Ce n'est guère que la projection au niveau des activités quotidiennes et alimentaires de la recherche fondamentale qui anime le créateur inonoclaste au niveau de la pensée pure.

Cette exaltation du pouvoir innovateur des humains répond donc à un double but : l'instauration d'un divertissement pascalien à l'échelle de l'humanité, permettant à celle-ci d'atteindre un équilibre relatif de quiétude sociale ; et une progression accélérée sur la voie de la connaissance. Tout ceci sans aucun état d'esprit moralisateur.

une image simplifiée

Mais, répétons-le, ces réflexions, une fois parvenues en France et non encore dépouillées de leur aura *yankee-révolutionnaire*, ne sont utilisées que pour redorer le blason trop terni des professions commerciales.

Un responsable français du marketing, interpellé par ses collègues au sujet de la contestation étudiante, répondrait — en se forçant — à peu près ceci :

« Gardons-nous, face à un tel problème, d'adopter une attitude défensive. Il faut que chacun de nous soit pleinement pénétré de l'idée que dignité et efficacité vont de pair. Il faut s'intégrer à la société, et en devenir l'élément le plus moderne et le plus dynamique possible. Toutes les petites mesquineries que l'on pourra objecter ça et là ne sont rien face à ce fantastique courant de fond. »

Prétendre que l'argent que nous faisons circuler est de l'argent sale relève de la démagogie la plus absurde. Tout le monde se doit de jouer le jeu. Et ce jeu est noble. C'est celui de l'humanité en marche.

Certes, les jeunes qui le ressentent profondément sont une minorité. Ceux-là possèdent au plus haut degré les qualités morales de courage et de désintéressement nécessaires à un véritable homme de marketing. Mais ils sont bientôt rejoints par ceux pour qui le travail n'a été au début qu'un moyen de gagner de l'argent et qui, obligés de se soumettre aux lois de la concurrence au sein de leur entreprise, se sont mis au diapason.

Que reste-t-il aux autres ? Ceux qui ont préféré rester sur le quai, ceux qui ont peur du mouvement, attachés à de belles idées creuses de passéisme ou de conscience critique ? Ne me faites pas dire que ce sont tous des drogués ! Je vois simplement que ces gens-là vivent au ralenti. C'est nous qui découvrons pour eux. Nous sommes les aventuriers du monde de demain, les pionniers, les précurseurs. Eux, qui se prétendent sages, ne sont que cette masse inerte que les hommes d'exception ont de tous temps été obligés de traîner derrière eux. Ils brûlent Galilée cent fois par jour.

Bien sûr, il est difficile de tenir ce langage aux étudiants. Ils ont l'âme généreuse, ils sont impulsifs. Ce qu'ils voient autour d'eux du monde ne les attire guère : l'injustice, la violence, la pollution, l'hypocrisie. Alors ils s'insurgent, ils veulent détruire. Mais ils ne voient pas que cette destruction, c'est nous qui la menons à bien. Nous pouvons le faire car nous innovons et nous découvrons sans cesse. Nous faisons l'univers de demain.

Les jeunes sont aveuglés par le spectacle des imperfections qu'ils notent autour d'eux.

(1) En particulier, le nationalisme peut fort bien trouver place en ce cadre. La politique n'est qu'un moyen, qui en dernier ressort ne vise qu'à faciliter la quête métaphysique. Et parmi les moyens, c'est le meilleur qu'il faut choisir. On se situe très largement au-dessus des débats relatifs à la société de consommation.

Et notre œuvre, elle aussi, n'est pas exempte de défauts, d'injustices. Vous le savez fort bien. Mais il ne s'agit que d'épiphénomènes, qui ne sont absolument pas réductibles du sens profond de l'évolution que nous commandons. Car c'est effectivement l'homme qui fait son avenir. C'est pour rabaisser l'homme, le ravalier au rang de simple jouet qu'on essaie de lui faire croire qu'il est l'esclave des infrastructures. Nous, nous avons la fierté de faire confiance à l'homme. Nous le dignifions au maximum. Et nous prouvons que nous avons raison.

Car aucun progrès n'a été accompli sans que l'on donne à l'homme davantage d'initiative, davantage de responsabilités. Tout ce qui aujourd'hui fait notre mode de vie quotidien, tout ce dont nous ne saurions nous passer, tout cela a été fabriqué, hier, par des hommes audacieux, seuls, décidés au sein d'un entourage méfiant et hostile. Et c'est leur propre volonté, leur propre détermination qui a été gagnante, et non je ne sais quelle évolution inéluctable liée aux caractéristiques socio-économiques.

De nos jours, c'est le milieu fascinant de l'entreprise moderne, du progrès technologi-

que, de la conquête de l'infiniment petit et de l'infiniment grand qui donne sa dimension à l'engagement de toute une vie humaine. Car si l'homme est sans idéal, n'est-il pas semblable au lichen ou au galet ? Il lui faut se donner sans mesure à une cause qu'il juge noble et généreuse. Ceux qui ne ressentent pas ce besoin sont, qu'on le veuille ou non, des êtres inférieurs.

Cette cause à défendre, on peut la chercher dans la mystique hindoue, dans la récupération des chats de gouttière perdus ou dans un de ces dinosaures survivants de l'époque esclavagiste que l'on nomme les religions. On peut aussi reprendre tel quel un combat mené dans un siècle passé ; c'est une bataille romantique certes, mais perdue d'avance car elle ne correspond plus au cadre actuel. On peut bien sûr militer pour le retour du par à Avignon, ou pour un ordre celtique néo-druidique. A vrai dire, je ne sais pas s'il faut en rire ou en pleurer ! Car tous ces engagements fougueux et irascibles sont, non seulement improductifs, mais fondamentalement égoïstes dans leur nature. Ce sont des gens qui projettent sur le monde extérieur l'image de leurs propres contradictions. Par un aller-retour dialectique, ils en viennent à professer en matière macrosociale un degré d'intransigeance qu'ils seraient bien en peine d'appliquer à eux-mêmes.

Les rétrogrades ont toujours existé et existeront vraisemblablement toujours. Mais, je vous le répète, il ne faut éprouver à leur égard aucun sentiment de gêne ou de culpabilité. Car notre idéal, lui, est totalement altruiste. Il est social. L'homme vit en société. Nous ne nous livrons pas pour nous mêmes, pour nos antinomies internes, mais pour la société future.

Cette société sera fondée sur les éléments que les hommes d'avant-garde construisent dès à présent. Elle se fait, elle est à faire et elle se fait déjà. J'insiste bien : tout n'est que mouvement. L'instantané importe peu. C'est l'accélération que nous lui communiquons qui est décisive.

On a trop tendance à voir l'avenir à travers les lunettes grossissantes des imperfections du présent. On a trop tendance à fixer pour l'éternité ce qui choque sur le moment. Les contestataires s'imaginent que les injustices d'aujourd'hui ont un caractère permanent. Ils ne sentent pas que le mouvement les fera disparaître avec le monde qui était le leur. Ils s'attachent en fait à des fantômes. Faute d'accélérer, ils se sont complètement arrêtés ; ils ont définitivement perdu la bataille. Le monde de demain ne leur devra rien, absolument rien.

Il faudrait cependant que l'élite des hommes d'action soit plus importante qu'elle ne l'est. C'est la persistance d'idéologies sclérosées qui en est la cause. Aux Etats-Unis, devant les progrès effrayants de la contestation et le nombre décroissant de jeunes vraiment motivés par l'innovation, quelques centres d'enseignement d'avant-garde se sont constitués. Une étude systématique des arguments à opposer aux adversaires du progrès y est menée. Certains documents provenant de là-bas sont pour nous des outils de travail quotidiens.

Il est évident que la mise en place, dans une usine ou dans un laboratoire, d'un système de gestion moderne, décentralisée, hautement efficace, où la participation et la créativité de chacun sont sans cesse suscitées, nécessite de la part de tous une adhésion totale à la finalité de l'action commune. Ceci ne peut être réalisé que dans la mesure où les vieilles barrières idéologiques, syndicales et autres sont mises en berne. Pour y arriver, il faut un outil d'attaque. C'est cette arme qui est en train d'être forgée dans les Management Schools. D'ici quelques années elle

représentera un produit commercialisable. Les joutes politiques actuelles, les vieux partis, tout cela sera balayé par cette formidable transformation. Les entreprises qui ne s'y seront pas adaptées seront irrémédiablement coulées ».

Après avoir ainsi glosé sur la destinée humaine, notre ingénieur en chef ne fera pas autre chose que de se replonger dans les mesquineries de l'argent quotidien, ces « petits détails » qu'il vitupérait au début.

que penser de tout cela ?

Vouloir faire d'une nouvelle doctrine politique — réponse au marxisme, entre autres — un « produit » présenté comme un gadget, avec audio-visuel à la clef, destiné à être vendu aux entreprises désireuses d'améliorer leur gestion en confiant à leurs employés un état d'esprit plus participatif, relève d'un mercantilisme naïf, qui vient d'une volonté macropolitique faire une source de bénéfices particulière.

D'autre part, l'importation systématique de produits made in U.S.A. conduit à de graves errements. Certains schémas sont spécifiques à la réalité américaine et ne font recette ici que par snobisme.

Mais, d'un autre côté, nous aurons grandement intérêt à tourner nos regards en cette direction, car c'est bien là que se fait le monde de demain. La formidable concentration d'intelligences diverses et ouvertes qui s'y trouve cautionne la qualité des résultats obtenus. Nul doute que le marxisme dogmatique est à tout jamais dépassé tel quel.

De nombreux enseignements sont à en retirer. Tout d'abord sur le plan des méthodes. Les lois de la dynamique de groupe, de la synergie permettent d'obtenir un rendement intellectuel qui n'a rien de comparable avec les procédés classiques ; par exemple la cybernétique relève plus du labyrinthe ou du gymkana que d'un ordre stimulant. Notons ensuite l'adaptation et l'assimilation des éléments nouveaux, autrement dit, leur capitalisation. Ce n'est pas faire de l'économisme que d'affirmer qu'un ordre politique n'a de chances de se perpétuer qu'autant qu'il vivra au rythme de l'ordinateur et du progrès scientifique, tout comme jadis il a fallu vivre au rythme de l'alphabet, du fer ou de l'imprimerie.

Ensuite, sur le plan de la pensée elle-même. Nul ne niera que les contre-révolutionnaires français n'ont guère la réputation de spécialistes en certains domaines. Ils n'ont pas à en rougir : les autres forces politiques françaises ont une guerre de retard de plus. Bien des vérités sont à aller chercher là-bas. Et si nous devons les soumettre à la critique maurrassienne, que celle-ci ne devienne pas un dogme, comme certains la présentent, au mépris des textes de Maurras eux-mêmes.

Face à l'évolution technologique, la permanence et la nécessité de la Nation se font plus que jamais sentir. C'est à nous de le faire savoir.

Le danger que représente la pensée néo-libérale en France, c'est que, déviée de son but premier qui est authentiquement révolutionnaire aux U.S.A., elle devient dans son avatar français un instrument de défense de l'idéologie progressiste. C'est notre ennemi de demain. Nous y reviendrons dans un prochain article.

Pour abattre le néo-libéralisme il nous faut connaître ses mécanismes et les utiliser mieux que lui. On ne défend pas la tradition par des moyens de routine.

Ph.-H. DUROCHER

note de lecture

Jacques Monod Le hasard et la nécessité

essai sur la philosophie naturelle
de la biologie moderne

aux Éditions du Seuil, Paris

Un ouvrage à lire, ne serait-ce que parce qu'il est l'œuvre de l'un de nos trop rares prix Nobel ; ne serait-ce aussi pour le contraste qu'il nous offre entre les mérites d'un savant authentique et l'extrême indigence de la pensée de gauche dont nos hommes de science ont été exclusivement nourris. S'être familiarisé avec l'admirable organisation que la nature recèle au plan ultra-microscopique et demeurer fidèle à la philosophie de Camus, n'est-ce pas démontrer l'absurdité de la philosophie de l'absurde ?

Il n'est pas inutile de prévenir le lecteur que le postulat scientifique sur lequel le professeur Monod fonde sa démonstration de la Nécéssité à savoir l'irréversibilité du mécanisme à la traduction ADN = Protéine, se trouve discuté pour ne pas dire réfuté depuis quelques mois (*Scientific American*, Novembre 1970, page 44 et les explications de H.C. Créck).

(Éditions du Seuil).

G. B.



Mergitur nec fluctuat..

L'échec de la participation aux élections universitaires se confirme avec les premiers résultats de la région parisienne. L'indifférence semble encore plus grande qu'en province : que ce soit à Nanterre (28 %), à Assas (Paris II : 25 %) ou à la Sorbonne, la baisse du taux de participation est flagrante. Bien que les résultats officiels ne soient pas tous communiqués à l'heure où nous écrivons ces lignes, on peut estimer à 25 % la moyenne des participants. L'implantation de l'U.N.E.F.-Renouveau se poursuit mais il faut noter à Paris une exception : aux élections de Paris II (Assas), l'U.N.E.F.-Renouveau n'obtient que deux sièges sur quarante attribués. De même à Nanterre, le CLERU remporte un succès important face au P.C. Ces cas sont des exceptions, mais les résultats globaux confirment la politisation des universités et la force de l'U.N.E.F.-Renouveau au plan national.

Dans le contexte actuel il est intéressant de rappeler la force potentielle de l'A.F., de montrer le sens et la nature de notre consigne de « boycott actif ».

Nous avons l'expérience toute récente des élections à Paris II (c'est-à-dire l'ancienne faculté de droit d'Assas) qui se sont déroulées le 14 janvier.

notre originalité

Face aux divers groupes participationnistes, syndicats gouvernementaux ou officines droitières (CLERU, REP, UNI...) qui quémangent des noms pour constituer des listes, puis font assaut de démagogie par une bruyante et éphémère publicité pour piper les voix, l'A.F. est seule à rappeler l'inefficacité de ces gens pendant deux ans, leur démission des conseils provisoires et leurs soutiens politiques et financiers.

Face au P.C. et au jeu subtil, discret et efficace de l'U.N.E.F.-Renouveau, l'A.F. est seule à démontrer inlassablement, chiffres et exemples concrets à l'appui, le processus de mainmise du P.C. sur les universités.

Face aux gauchistes... qui étaient absents, l'A.F. est seule à prôner le boycott, se distinguant par ses slogans, son stand, son allure générale : les étudiants d'A.F. sont les seuls contestataires.

Depuis 68-69, le groupe d'A.F. qui diffuse régulièrement ses idées est désormais considéré comme un groupe très représentatif par les étudiants et l'administration. Les responsables du groupe sont reçus à tout instant par l'administration et par les autorités universitaires. Le groupe est informé des affaires de l'Université par le Président. Ce résultat positif

campagne de boycott à Paris 2

n'est qu'une base de départ pour le développement de notre action future. De plus, l'étudiant d'A.F., connu de ses camarades de T.D. ou de cours, peut créer un réseau de diffusion et susciter un courant d'intérêt ou de sympathie.

Grâce à cette implantation, discrète mais réelle, personnalisée, la continuité et la logique de nos mots d'ordre, dont celui de boycott actif, sont bien reçus et frappent de nombreux étudiants souvent indifférents et apolitiques. D'autre part le P.C. nous évite et interdit à ses militants de discuter avec nous !

Contrairement à 1969 où notre position de boycott haut en couleur et notre folklore pouvaient paraître surprenants, cette année l'expérience des conseils transitoires justifie notre mot d'ordre. Toutes nos analyses et toutes nos critiques acquièrent de ce fait une force et un impact nouveaux. Nous avons pu par des discussions et des sondages d'opinion constater que nos analyses, nos consignes étaient bien reçues mais cependant pas toujours exactement appliquées. Ainsi le conditionnement démocratique conduit une fraction d'« anti-communistes » à voter, sans illusions d'ailleurs, pour une liste modérée ou droitiste. Toutefois la plupart des 25 % des votants ne sont pas dupes du jeu démocratique.

La débauche d'affiches luxueuses, de papillons, de tracts, brochures, journaux électoraux répandus en quelques jours, détourne l'étudiant des urnes trop « suspectes ». Par contre, le mot d'ordre de boycott actif, rappelé et expliqué sobrement et avec sérieux, motivé, vérifié par l'expérience frappe l'opinion étudiante « moyenne ».

les idées d'A.F. et le monde étudiant

Ainsi, par notre originalité, l'impact de nos idées, sommes-nous en mesure de développer ou de créer dans de nombreux endroits un mouvement contre-révolutionnaire sérieux et organisé par une jonction constante entre les problèmes concrets et quotidiens des étudiants, pris dans leur dimension politique particulière, et notre « arsenal » intellectuel. Cette jonction nécessaire nous écarte à la fois de l'« intellectuelisme », du syndicalisme « alimentaire », et de l'action conçue comme une fin en soi.

Pour mener à bien ce genre d'action qui peut être réalisé par un nombre restreint d'étudiants, une double exigence s'impose : se sentir, se considérer, être un étudiant parmi les autres ; agir dans la discipline avec constance et régularité.

Patrick PLESSIS

dossier
spécial
UNIVERSITÉ

**le numéro d'A.F.U.
de novembre 70
est absolument
nécessaire pour
comprendre les
problèmes
universitaires et
connaître la
stratégie d'A.F.
dans les nouvel-
les universités
pour 70-71**

AF université

Amitiés Françaises Universitaires

10, rue Croix des Petits Champs
PARIS 1^{er} — Tél. : 236-05-16

Directeur : Michel Ledoyen

Directeur de la publication :

Philippe Puvis de Chavannes

Abonnement d'un an :

12 F — Etudiants : 8 F

De deux ans :

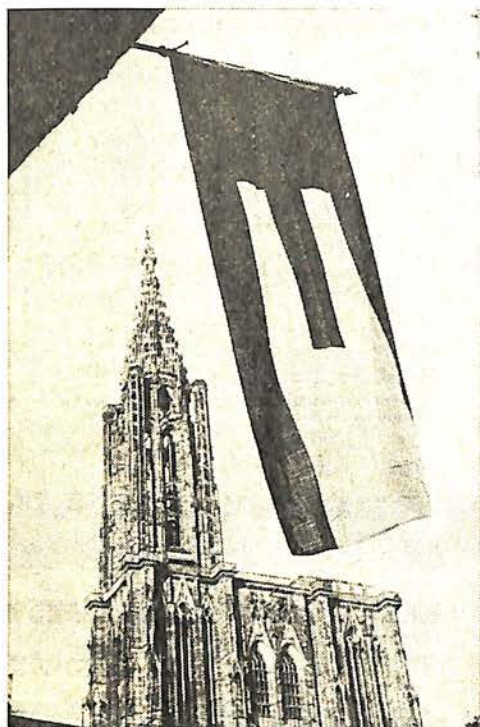
21 F — Etudiants : 13 F

C.C.P. Paris 10 931-07

Société de Presse Berrichonne
5, rue Macdonald, 18 - Sancerre

Photos : Louis Monier
(pages 3, 6 et 11)

Keystone (page 5)



Notre opposition à l'Europe n'est pas circonstancielle : c'est une opposition de fond sur laquelle il n'est absolument pas question de revenir, même dans un avenir lointain. Et si les ennemis de la France parvenaient à triompher et à « faire l'Europe », notre nationalisme prendrait tout naturellement une forme séparatiste.

nature et portée de la Nation

Les opposants « circonstanciels » à l'Europe, comme certains gaullistes, constatent que la solidarité nationale est un fait objectif qui ne se vérifie pas au niveau européen. En France, les régions riches acceptent de payer pour les régions pauvres, mais ce n'est pas le cas au niveau européen. Les européistes leur répondent que cela pourra changer quand les intérêts économiques communs apparaîtront au fur et à mesure de l'application du Traité de Rome. Les anti-européistes « circonstanciels » en sont réduits en ce qui concerne la création de l'Europe à un simple décalage de temps par rapport à leurs interlocuteurs.

C'est que ni les uns ni les autres n'ont compris sur quoi reposait la solidarité nationale. Ce n'est pas une simple solidarité économique ni culturelle. Quand donc un ensemble territorial constitue-t-il une nation ? L'expérience montre qu'une longue existence commune n'est pas suffisante (cf : l'Irlande, le Canada) pour créer la solidarité nationale, sinon on pourrait faire les Etats-Unis mondiaux comme le suggèrent certains idéologues marxistes. Laissons de côté le vieil et stupide argument volontariste dont on nous rebat les oreilles dans les manuels de Facultés. Le véritable élément constitutif d'une Nation, qui la distingue d'une simple collectivité territoriale, c'est une vocation commune qui apparaît au cours de l'Histoire et consiste en la fructification d'un patrimoine spirituel commun d'une certaine nature. L'aspect culturel n'est qu'un instrument — de premier ordre certes — de cette vocation, et non un élément constitutif de la nation. C'est pourquoi le principe des nationalités est faux. Quant à l'Economie, ce n'est qu'un outil matériel qui doit être considéré comme tel. L'unique raison d'être de l'Etat est d'exercer cette vocation. Il doit exercer toutes les com-

REGION, NATION,

pétences nécessaires à cette tâche, et en particulier les relations extérieures politiques, qui sont la Politique par excellence.

C'est ainsi que la vocation véritable de la France est de contribuer à l'Ordre et à l'équilibre mondiaux, d'une manière interne et externe. La France a toujours été un foyer de civilisation vers lequel les autres nations se tournent. Les Rois de France ont brisé les tentatives de domination mondiale des « super-grands » de l'époque : Empire, Papauté, Habsbourg. Maurras avait vu dans *Kiel et Tanger* un rôle privilégié pour la France dans la défense des petites nations contre les diverses tentatives d'hégémonie. Nous avons apporté notre civilisation dans diverses parties du monde par la création de nouveaux pays francophones au sens strict et au sens large avec lesquels notre intérêt vital est d'avoir des relations privilégiées.

Chaque nation véritable apporte ainsi quelque chose au monde dans le cadre d'une sorte de division internationale du travail politique. Faire l'Europe supranationale, c'est priver les nations de l'instrument de leur vocation, en particulier les relations étrangères politiques. Ce qu'il y a à la rigueur au-dessus de la France, ce n'est pas l'Europe, simple ensemble géographique qui n'a même pas de limite orientale, ce sont les héritages hiérarchisés que sont la Francophonie, la Latinité, puis enfin la Civilisation Occidentale qui est la Civilisation tout court. De même le Portugal, par exemple, est naturellement tourné vers ses provinces d'Ouest-Mer et le Brésil bien avant d'être tourné quand ce ne serait que vers le reste de la péninsule ibérique.

L'Europe, berceau de la Civilisation, n'accède à l'Universel que dans la mesure où elle est divisée en nations qui trouvent éventuellement leur complément dans d'autres parties du monde.

L'Europe contre la Nation

L'Europe ne peut donc se faire que contre la Nation. Ce serait ni plus ni moins la mort de la civilisation. Mais n'est-ce pas le but avoué des européistes ? L'Europe supranationale, ensemble sans âme et sans vocation, serait la proie toute trouvée de l'idéologie révolutionnaire. De l'aveu même de Defferre, elle serait l'instrument du combat révolutionnaire mondial. Son rôle international serait de semer le désordre et de partir dans des croisades démocratiques de soutien à la subversion et au communisme. Il ne peut y avoir de nation européenne, tout au plus une nationalité révolutionnaire. L'Européisme est en fait un avatar du nationalitarisme. Autrefois on voulait détruire les Nations en les morcelant, maintenant c'est en les englobant dans un ensemble plus vaste.

Les Européistes à l'ancienne mode répondent que l'Europe se fera non contre les nations mais à partir des nations. Ils donnent en exemple la création des nations actuelles qui se sont faites à partir d'éléments territoriaux séparés au départ. C'est oublier que ces éléments territoriaux n'étaient justement pas des nations. Ce n'étaient pas des éléments pleinement étatiques. C'est la vocation com-

mune apparue entre eux qui a précisément été au départ de la nation. On nous a objecté l'exemple italien. Mais l'unité italienne a justement brisé de petites nations historiques stabilisées pour constituer une nationalité d'essence révolutionnaire et créatrice de désordres internes et externes.

Au-dessous d'un Etat, il y a de grandes collectivités territoriales qui ont souvent un riche patrimoine spirituel, mais peu diversifié et sans cette vocation qui fait la nation. Si on réduit la nation au rang de simple corps intermédiaire territorial, elle perd toute raison d'être. La nation n'a donc visiblement pas sa place dans l'Europe.

les régions pour ou contre l'Europe ?

Il faut donc pour faire l'Europe supprimer préalablement la nation, et la position de Servan-Schreiber a le mérite de la logique. L'Europe doit être composée de simples collectivités territoriales. La seule Europe concevable est donc bel et bien celle des Régions. La



FICHES
D'ETUDES
DOCTRINALES
ET
TECHNIQUES
D'ACTION

AF université FRANÇAISE

LA PHILOSOPHIE
POLITIQUE

**En vente à
nos bureaux**

**2,50 f, (3 f.
franco)**

C.C.P. Y. Aumont
Paris 71-70-54

EUROPE

centralisation jacobine prépare un terrain très favorable à la propagande euro-séparatiste qui consiste à dresser les Régions contre la Nation, confondue en l'occurrence avec le régime républicain. La synthèse entre les deux formes de nationalitarisme, l'ancienne et la nouvelle, se fait tout naturellement.

Mais révolter les Régions contre la Nation, c'est ôter entre elles toute solidarité. La Bretagne et l'Alsace n'ont pas grand chose de commun au point de vue culturel et économique. Ce qu'elles ont en commun, c'est la vocation française. Par exemple, des marins bretons et alsaciens (ces derniers ont souvent été attirés par la mer) ont servi ensemble sur les navires français, instruments de base de notre rayonnement outre-mer. Rien de ce genre n'existe entre la Bretagne et le Pays de Bade. L'Europe ne serait le cadre d'aucune solidarité et les Régions, livrées à elles-mêmes, seraient la proie des féodalités, ce que veulent justement les Européistes. L'appartenance à un Etat contre-révolutionnaire n'a rien de répressif pour les Régions. C'est au contraire un privilège et une protection précieuse pour elles. Sous la Monarchie, les Provinces réclamaient elles-mêmes leur rattachement à la France. Ce fut le cas pour l'Alsace au XVII^e siècle. Au passage nous pouvons remarquer de quelle réputation de décentralisation cela faisait preuve pour la France.

Un autre argument est soulevé par les Européistes. Certaines régions à l'économie et surtout à la culture identiques chevauchent les frontières nationales : le Pays basque, la Catalogne, la Sarre, les pays du Mont Blanc, etc... Ces réalités sont en effet très fortes et ces régions sont liées par des solidarités mais qui se situent à un autre plan que la solidarité nationale. Ce sont des solidarités purement économiques ou culturelles. Quand on passe de la Savoie au Valais, le paysage, les habitants, le langage et la religion, les noms et les coutumes restent identiques, il y a incontestablement là un héritage commun. Mais on passe d'une vocation nationale à une autre. Les traditions politiques ne sont d'ailleurs plus les mêmes.

Ces deux niveaux de solidarité existent et on doit tenir compte de l'un et de l'autre. De véritable « jumelages régionaux » doivent pouvoir être créés. Cela suppose l'existence d'une décentralisation véritable en France et la création d'un « pouvoir régional ». Il faut aussi envisager de plus grandes facilités de franchissement des frontières. Mais, dans l'intérêt même de ces régions, la solidarité nationale doit l'emporter en cas de conflit. Des impératifs de politique étrangère, ceux de la vocation de la France peuvent exiger la fermeture temporaire d'une frontière ou la cessation des échanges avec un pays donné : supposons par exemple qu'un pays voisin devienne une démocratie populaire... De plus cette politique de mocratie populaire doit s'accompagner d'un large ouverture doit s'accompagner d'un retrait de la France des organismes supranationaux comme le Conseil de l'Europe et d'une répression féroce de la propagande européenne — entre autres mesures les drapeaux « européens » de toutes sortes dont nous sommes envahis devraient être interdits et leur exhibition punie par la loi — ainsi que d'un renouveau de la cohésion nationale par la restauration d'un pouvoir central légitime. C'est cette réorientation modeste au problème de la décentralisation territoriale.

Pierre CHAZAL

la monarchie populaire

Pourquoi s'engager dans la politique ? Est-ce pour passer sa jeunesse, pour profiter pendant cette brève partie de son existence de la sensation du danger ? Assurément pas.

Les raisons en sont plus profondes. La politique, c'est la vie. S'engager politiquement, c'est assumer sa vie de tous les jours, se donner le pouvoir de la transformer, non pas sur les impératifs d'un système ou sur les ordres d'un parti, mais dans l'intérêt de toute notre communauté. Etre politique, c'est avoir la passion du présent (Gérard Leclerc). Pour entreprendre, persévérer et réussir, le militant se doit avant tout d'aimer son époque. Il nous faut pour susciter l'adhésion politique d'un nombre croissant de jeunes Français, réactualiser les notions-clés de la pensée politique maurrassienne.

redécouvrir

la nation française

Dans la France de 1971, une partie croissante de la jeunesse ne reçoit plus dès l'enfance les sentiments de respect et de reconnaissance vis-à-vis de son drapeau. Pour faire opérer à chaque jeune Français sa « prise de conscience nationale », il nous faut d'abord redéfinir les motivations de notre nationalisme. Plutôt que de nous payer de mots, sachons redécouvrir nous-mêmes les raisons de notre attachement à la communauté française.

Saisir les Français dans leurs préoccupations directes, voilà le meilleur moyen de leur expliquer comment leur vie quotidienne dépend de l'amitié nationale. Pour démontrer que la nation est un bienfait, il faut d'abord la faire percevoir en tant que fait. Beaucoup de Français font une confusion : ils reprochent au cadre national des méfaits qu'ils devraient imputer au système bureau-technocratique et à la pratique républicaine.

C'est à nous de montrer que le bienfait national n'est pas remis en cause par les méfaits de la pratique républicaine. Il nous faut démontrer que la nation ne constitue pas une cassure entre l'homme, les communautés qu'il forme, et l'universel, mais qu'elle est la médiation entre l'homme et l'universel. Loin d'être une aliénation, la nation est la condition première de l'épanouissement de l'homme. Ce n'est pas un concept désincarné, mais la réalité vécue tous les jours. Il revient à tout militant de refaire, d'abord pour lui, et ensuite pour son milieu social, son enquête sur le nationalisme.

bâtir la France

communautaire

La vocation du royaliste français ne se limite pas à la restauration de la monarchie. C'est à une œuvre globale de restructuration de la société française que l'avant garde d'A.F. convie tout le peuple français. Laissons un moment les questions d'institutions et de technique politique pour poser le problème social dans sa dimension la plus profonde : le mode de vie de la communauté populaire française. La nation est un des multiples cadres sociaux dans lesquels s'insère l'existence de l'homme. Les marxistes, qui ne cherchent plus à remettre en cause les fondements du matérialisme historique, qui ne s'interrogent plus sur le degré

de scientificité de leur méthode, prétendent expliquer l'Histoire par le concept de la lutte des classes. Nous savons, quant à nous, que la lutte des classes apparaît dans l'histoire lorsque le pouvoir politique, ayant perdu son autonomie, est livré à la lutte entre féodaux. Nous opposons à une conception globale de l'histoire, une explication par l'existence et le développement de cadres sociaux multiples et différenciés, véritables sources du progrès humain.

Il faut rejeter toutes les fausses solutions issues des idéologies productivistes, fascistes ou communistes, car on ne définit pas le mode de vie d'une communauté en fonction d'un choix idéologique, mais en fonction de traditions historiques. A l'heure où la nouvelle bourgeoisie tente d'imposer ses modes de vie à toute la communauté française créant ainsi des conflits et des drames psychologiques au sein de certaines couches sociales de la population (malaise des jeunes ouvriers et jeunes paysans face aux attitudes de la jeunesse dorée), et où elle prétend accaparer la culture et la civilisation française à son bénéfice, nous devons réagir très durement.

Pour « reclasser les fonctions sociales dans un sens communautaire » (P. Sicard, Mao ou Matras), pour redonner à la fête populaire (conçue comme un défoulement collectif et comme temps fort de la vie sociale) son importance sociale déterminante, il nous faut soustraire le pouvoir politique aux intérêts privés qui le détiennent et donner à l'Etat les moyens de reconquérir son autonomie face aux trusts économiques, principaux facteurs du conditionnement psychologique. Il faut imposer l'Etat-minimum, seul « socialisme à visage humain », incarné par la Monarchie populaire.

refaire « l'enquête

sur la monarchie »

Quel sera le style du militant royaliste ?

A partir des préoccupations quotidiennes des Français, il doit savoir présenter à tout moment les solutions d'Action française. Dans les quartiers, il explique comment l'urbanisme d'un Etat lié aux groupes de pression économiques et à la spéculation favorise le déracinement de l'homme hors de ses communautés naturelles. Dans les entreprises, dans les lycées et les facultés, il explique aux jeunes travailleurs, aux lycéens et aux étudiants, ainsi qu'à tous les Français, comment la refonte de cadres sociaux vivants nécessite la restauration d'un Etat à visage humain.

C'est par une vie communautaire intense avec tous les membres de la réalité sociale qu'il compose que le militant se donne les moyens d'assumer sa tâche. Nous devons engager avec tous les Français pensants la discussion qui nous permettra de réécrire en 1971 la nouvelle enquête sur la monarchie. Si nous voulons bâtir tous ensemble dans l'union et la fraternité une nouvelle action française, il faut commencer par refaire cette Enquête, toujours forts de l'enseignement de nos Maîtres.

Notre royalisme est une réponse aux soucis de tous les Français. Etre, ou devenir royaliste en 1971 signifie miser sur l'avenir car l'espérance est contre-révolutionnaire.

Jean-Luc NOILLY

A la terrasse d'un café des Champs-Élysées, quelques personnes devisent de concert. Elles sont présentement dans l'attente d'une conférence sur le thème « **Les méthodes rationnelles en vue de la valorisation des bénéfices** ». Sujet dont tous les participants sont convaincus de l'importance et de l'intérêt.

Il y a là **M. Arsène**, qui dirige une agence immobilière, qu'il a lui-même fondée il y a quelques années ; **M. Théophraste**, chef de service au département commercial d'une société de distribution de biens électroménagers ; **M. Ignace**, directeur d'une agence de Crédit Populaire ; **M. Cyprien**, courtier en assurances ; et **M. Nestor**, promoteur touristique.

Après quelques lieux communs sur la politique, la discussion roule sur la contestation étudiante. C'est là que le ton s'anime.

Théophraste : Il est vrai que ces jeunes disent souvent des choses justes. J'aimerais les comprendre un peu mieux, parce que, à vrai dire, je ne vois pas ce qu'ils veulent... Ce n'est pas ainsi qu'ils peuvent se préparer à leur future situation.

Nestor : On le voit bien parmi ceux qu'on embauche. Ils nous expliquent qu'ils sont bien souvent, au sein de leur promotion, une minorité à se préoccuper réellement de leur avenir.

Arsène : Il est bien certain que cela doit représenter pour eux un changement radical dans leur mode de vie. Et devant tout changement, on se cabre, on résiste.

Théophraste : Mais enfin, on ne peut pas rester étudiant toute sa vie ! Ça n'a pas de sens ! Il faut participer au monde qui nous entoure ! Nous en sentons tous le besoin.

Arsène : Ce que je voulais dire, c'est que, voyant la vie professionnelle de l'extérieur, et la regardant avec méfiance, ils n'en remarquent que les mauvais côtés, les petits détails insignifiants. Sans voir l'immense positif qui est la possibilité pour chacun de se réaliser, et ce dans le cadre d'une activité concrète, dont on peut tous les jours mesurer les résultats.

Nestor : C'est cela même ! Et quand on leur en parle, ils nous disent : « Vous êtes récupérés par le système, vous êtes aliénés, vous n'avez plus de jugement propre ». Et autres fariboles !

Ignace : Mais quels sont ces petits détails dont vous parlez ? Le caractère administratif, bureaucratique de certains emplois ? L'obligation de se plier à des horaires fixes ? Ce n'est pas grand'chose, tout ça. Ces réticences ont existé de tous temps et on s'y fait vite.

Arsène : Non, ce dont je parlais, c'est de l'exploitation. Ils nous accusent, surtout dans notre branche, d'être des « rapaces ».

Ignace : Bien sûr que nous gagnons de l'argent ! Mais, en en gagnant pour nous, nous en faisons profiter tout le monde ! Et il faut voir les impôts qu'on paye !

Cyprien : Ce qu'il y a, c'est qu'un très faible pourcentage de nos affaires peuvent sembler choquantes. Dans les assurances, par exemple, notre position est délicate. Beaucoup de clients de bonne foi estiment ne pas avoir été traités au mieux de leurs intérêts.

Nestor : Qu'en termes galants ces choses-là sont mises ! Moi je n'ai eu que des ennuis avec mes assureurs, car j'en change souvent. Quand c'est pour me réclamer ma prime, ils sont toujours là, et ça augmente sans cesse.

Arsène : Ça, c'est bien vrai ! Et je connais pas mal de gens qui se sont fait escroquer, le plus loyalement du monde, par leur assureur !

Cyprien : Escroc vous-même ! Dans l'immobilier, j'en ai entendu de jolies. On m'a cité le cas d'une agence qui avait récupéré, pour un même appartement à vendre, neuf inscriptions fermes avec caution non récupérable

de 4 000 F ! Un jeune couple était intéressé par l'affaire ; ils y ont mis toutes leurs économies, soit un acompte de 10 000 F. Ils avaient la promesse verbale de ne pas avoir à supporter ensuite de mensualités supérieures à 500 F, extrême limite vu leur salaire. Une fois le contrat signé, on leur a demandé 1 100 F par mois. Ils ne pouvaient pas payer. Ils ont perdu leur acompte, et ils ont dû verser trois mensualités pour frais de résiliation. Ils sont à la rue, sans recours légal possible...

Théophraste : C'est atroce... (Il termine son verre de scotch). C'est absolument atroce.

Arsène : Dans le cas que vous venez de me présenter, je vous ferais remarquer que vous avez bien dit : « promesse verbale » ! Vous savez bien que personne n'est censé ignorer la loi. Même si l'agence en question a fait preuve de quelque indécatesse, les plaignants ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes.

Théophraste : Néanmoins je rejoins Nestor ; si la loi est la même pour tous, encore faut-il que chacun en soit informé. Or comment marche le courtage d'assurances ? Les termes du contrat sont inscrits en sixième page, en caractères minuscules. Le reste, c'est du boniment. Il s'agit d'arracher une signature aux pigeons. Et quand un sinistre arrive, il se trouve que c'est justement le cas non prévu par l'alinéa 34 modifié 48, et il n'y a pas de dédommagement ! Vous nommez des commissions d'expertise uniquement pour ne pas faire face à vos engagements... En fait vous n'assurez personne, et vous plumez tout le monde !

Cyprien : Vous êtes bien agressif à mon égard, et cela, surtout venant de vous, je ne le comprend pas ! Votre boulot consiste à importer des réfrigérateurs italiens à 150 F, à les débaptiser puis à leur adjoindre une garantie de pacotille, et vous revendez le tout 750 F !

Théophraste : Mais tout ça, c'est des petites bricoles ! Nous avons des problèmes de stocks et de livraisons, c'est tout...

Cyprien : Il n'y a pas de petits profits ! Comme rapace sans scrupules, vous vous posez un peu là ! Vous vendez des objets de petite consommation, ceux justement dont l'utilité sociale est la plus contestable. Ce que vous vendez, vous savez fort bien que ce sera démodé d'ici deux ans et que vous ne le reprendrez plus. Dans les assurances, c'est autre chose ! Nous sommes des gens sérieux. Nos rapports avec chaque client, ce n'est rien ! Globalement, nous arrivons à mobiliser des sommes colossales que nous pouvons, en liaison avec les banques d'affaires, consacrer au financement de grands projets ! C'est ainsi que la compagnie qui m'emploie a une importante participation dans la construction du complexe sidérurgique de Fos-sur-Mer.

Ignace : C'est ça, vous débloquez de grosses masses de pognon, pour recouvrer la mer de mazout, exterminer les canards sau-

quelques

carrières

alléchantes

vages et rendre l'air irrespirable ! Au Crédit Populaire, nous concevons la banque d'une autre façon. Nous prospectons sur le plan local, parmi les petites gens. Nous leur venons en aide.

Nestor : Eh ! Je sais comment ça se passe ! Vous allez voir un fermier, vous lui dites : « Je pense que vous avez besoin d'un tracteur ». Vous lui faites miroiter la possibilité d'en acquérir un gros modèle, avec un premier versement minime ; vous lui faites ouvrir un compte, vous lui accordez un prêt. Lui est tout heureux d'avoir un beau joujou, sans se rendre compte qu'il ne pourra jamais le payer. Deux ans après il est couvert de dettes, et il doit vendre. C'est ainsi que vous contribuez à faire disparaître les petites exploitations !

Ignace : Je ne pense pas que vous soyez, de votre côté, totalement blanc ! Vos voyages organisés et vos circuits touristiques ne sont que des opérations de racket ! Et je ne parle pas de ces malheureux voyageurs bloqués à Honolulu ou à Colombo, sans vivres, sans argent, attendant d'être rapatriés par l'ambassade !

Arsène : Dans ces cas-là, c'est toujours la même combine : quand une S.A.R.L. fait faillite, les mêmes promoteurs en constituent une autre sous un nom différent, et rebelote !

Théophraste : Avouez que c'est tout de même astucieux !

Cyprien : Certes ! (il sourit) mais je vous ferai remarquer que dans des circonstances pareilles, ce sont les assurances qui dédommagent. Ça nous fait des frais énormes. Il faut bien se défendre.

Nestor : C'est vrai que ce n'est pas toujours drôle ! Avec les détournements d'avions et le mauvais temps, nous avons eu une année catastrophique !

Arsène : Ah la la, ne m'en parlez pas ! Nous n'avons jamais connu une crise comme celle-ci. Même en Espagne l'immobilier n'est plus ce qu'il était. On a du mal à survivre.

Théophraste : Les gens n'ont plus d'argent ! Ils n'achètent plus rien ! On est obligé de traquer le client ! Ce n'est pas de notre faute !

Ignace : Et nous vivons au ralenti tant que le Gouvernement n'aura pas totalement libéralisé le crédit ! On dit qu'on ne veut pas faire d'inflation, mais en attendant, c'est nous qui trinquons !

En chœur : On est bien malheureux, allez !
Nestor : Des nuits blanches...

Arsène : Pas de vacances...

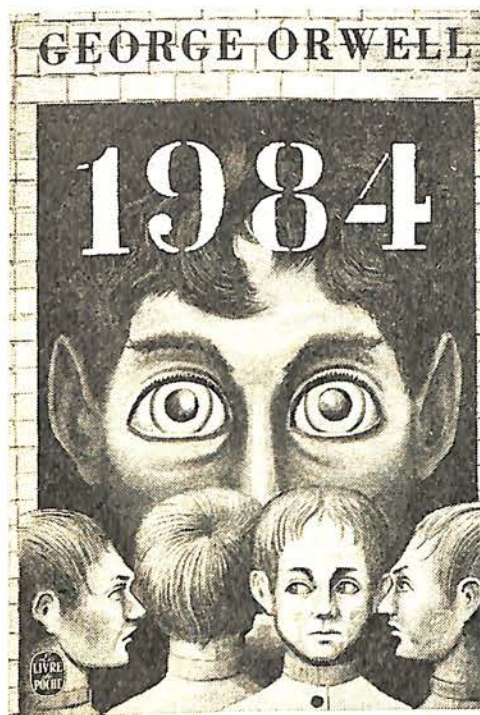
Théophraste : Il faut qu'on aie la foi !

Cyprien : On ne nous aime pas...

Ignace : On nous rejette comme des parasites...

En chœur : Et tout ça pour quelques pauvres millions !

Ph.-H. D.



Un militant dispose d'ouvrages doctrinaux analysant les problèmes avec une rigueur scientifique ; cependant la légèreté d'esprit ou les préjugés hostiles peuvent fermer le public à toute espèce de raisons de cet ordre. Alors intervient le bagage culturel qui donne au militant sa véritable dimension humaine ; porteur d'une civilisation complète, il sait apporter les réponses qui conviennent à chaque situation. Il faut savoir monter une scène d'Anouilh avec une troupe de comédiens amateurs, il faut savoir lancer des chants de tradition dans une soirée de jeunes travailleurs, il faut savoir en classe rédiger un exposé sur tel ou tel roman de portée contre-révolutionnaire. 1984 d'Orwell fait partie de ces derniers. L'ouvrage est célèbre. Nous ne prétendons pas le faire découvrir aux militants d'A.F. mais en préciser le mode d'emploi pour des exposés que vous devez réclamer à partir des classes de seconde.

thème de l'homme socialisé

Le socialisme est totalitaire, le socialisme ne saurait posséder un visage humain parce qu'il veut former un homme collectif, dépourvu comme un galet de toute particularité. Il ne saurait non plus respecter la nature humaine parce qu'il entend la rendre à chaque instant différente de ce qu'elle était précédemment. Cela implique le contrôle total de la pensée. Faisons le bilan actuel : nous n'avons jamais été plus « informés », plus gorgés de nouvelles issues de tous les pays ; d'où une impression de liberté. Cependant l'homme moderne se transforme en machine à percevoir passivement tandis que ses facultés de jugement (analyse et synthèse) s'atrophient. Il lui faut beaucoup de sang à la une pour s'émouvoir un peu. Cette information passe par divers canaux provenant d'une source unique. Dès l'enfance intervient l'école (d'Etat le plus souvent) dont les dirigeants et les professeurs sont nommés et gèrent leur avancement suivant le bon vouloir de la faction politique dominante ; les programmes et les manuels idem. La radio, la télé, les actualités au cinéma sont contrôlées par l'Etat, les grands journaux dépendent des banques plus ou moins nationalisées. Le cinéaste, l'écrivain, le chanteur doivent pour atteindre la cé-

la dictature socialiste

plan d'exposé en classe

lèbrité, ou même trouver des appuis et de la publicité, ressortir les idées des journaux et de la radio (maffia progressiste) et surtout dire au public ce qu'il attend, ce pour quoi on l'a préparé. On lui permet seulement de crier plus fort pour paraître « avancé » (dans le sens prévu).

Ainsi l'idéologie révolutionnaire qui est le fondement de l'Etat républicain et de son université ouvre aux intellectuels une apparence d'opposition avec le système. Exemple : la vague gauchiste lorsqu'elle reflue rend le communisme populaire ; les bureaucrates communistes en profitent tandis que le personnel républicain se réjouit de voir les mécontents ne pas songer à une Contre-Révolution. Ce que l'ANGSOC réalise avec une rude franchise dans le livre d'Orwell nous le voyons tous les jours sous une forme hypocrite.

Il y a une page magnifique sur les enfants menés au travail à coups de fouets avant l'ANGSOC qui rappelle tout à fait l'opinion que les gens se font « du temps des rois ». Toujours le même motif : il faut excuser la décadence et l'incurie actuelle (sans compter les boucheries révolutionnaires) par un passé atroce. C'est ce qu'Orwell nomme la « mutabilité du passé ». Sans passé, par conséquent sans mémoire, l'homme socialisé est aussi démuné qu'un enfant.

thèmes secondaires

Il est impossible ici d'analyser tous les thèmes de l'ouvrage. Il suffit d'indiquer les directions de recherche :

— *Le télécran* : c'est-à-dire le progrès technique indépendant de toute finalité humaine. Un lieu commun bien banal depuis les *Scènes de la vie future* de Duhamel, mais qui mérite d'être médité.

— *La guerre des continents* (Eurasia, Océania, Estasia) : absurdité de ceux qui prétendent que la disparition des frontières et l'avènement de la démocratie socialiste amèneront la paix.

— *La minute de la haine* : outre le fait que la dialectique relève d'une esthétique douteuse nous serions curieux de savoir comment les catholiques marxisés concilient la notion de lutte motrice de l'Histoire avec la « loi d'amour ». Par la même occasion les anecdotes sur les enfants « héros » qui dénoncent leurs

parents à la « police de la pensée » portent un coup au mythe rousseauiste de la bonté naturelle de l'homme.

— *Le Novlang* : les valeurs humaines ayant besoin de se traduire par des mots, il suffit d'altérer le langage pour ne plus avoir à en tenir compte. La disparition du latin et la régression des études littéraires dans les programmes scolaires font partie du processus d'asservissement. La « double pensée », représentation romanesque de la dialectique, fait entrer dans les mœurs l'habitude de passer par dessus les démentis de la réalité. Les mots ne correspondent pas à la réalité mais au simple pouvoir qu'ils ont sur les esprits. Pratiquement la vérité se réduit à ce que dit le journal du matin. L'évolution l'empêche d'exister. Leçon pour nous : le dernier rempart de la liberté, la dernière possibilité de contredire l'oppression, c'est la précision du sens des mots qui ne peut être donnée que par référence à la tradition car les mots pèsent le poids de leur histoire.

— *Le puritanisme totalitaire* : l'austérité « spartiate » des nazis et le moralisme communiste séduisent quelques belles âmes. Il faut en expliquer le déroulement : a) l'amour, sentiment naturel et « bourgeois », ciment de la famille, est combattu par l'érotisme. Mais que les gauchistes ne se réjouissent pas trop, on ne s'amuse pas tous les jours en régime socialiste ; b) après cette anarchie sexuelle démagogique vient un coup de frein pour avoir, comme en Russie, des enfants et une société plus facile à diriger, les pépères de famille devenant des veaux ; soit, comme on l'a essayé en Chine, la lutte contre l'amour charnel car les amants reconstituent une vie « privée », un domaine privé ; c) la frustration entraîne une hystérie utilisable sous forme de fanatisme (certaines religions d'extrême-Orient l'ont compris). La défiance entre parents et enfants, entre époux, livre l'individu à la solitude morale face à l'Etat. Réapparaît ainsi le thème marxiste de la haine entre classes, nations, générations et individus, de la contradiction moteur de l'histoire. *Conclusion* : si le socialisme ne se préoccupe ni du bien-être du prolétariat, s'il n'a ni morale, ni idéal, s'il ne sait où va son évolution, quelle est sa motivation ? Le goût du pouvoir, assouvi par ce système jusqu'à un degré jamais atteint. Il rejoint donc toutes les tyrannies contre lesquelles il faut dresser la barrière d'un ordre naturel et traditionnel. Concluons par cette leçon de « Mao ou Maurras » : « Le totalitarisme voilà l'ennemi ».

Philippe LEGRAND
et Hervé LOUBOUTIN

AF université

LYCÉES

action politique et action corporative

La notion de combat corporatif désigne les modalités de luttes propres à un milieu social à partir de son expérience concrète. La véritable opposition ne réside pas dans une antinomie entre action corporative et combat politique, mais entre combat global intégrant les revendications du milieu social dans une perspective de renversement du système démocratique, et combat partiel méconnaissant les intérêts concrets (optique activiste) ou refusant la nécessité de l'action politique (optique réformiste).

L'optique activiste

L'optique activiste vise à une simple tâche de recrutement pour une action politique coupée du réel. Cette perspective conduit à deux graves conséquences : la première est le manque de réponses propres à résoudre les questions que se pose le lycéen. A l'âge où ces questions sont les plus vives, le fait de les méconnaître place le militant dans une situation psychologique instable ; le militantisme n'est alors qu'une convention plaquée sur la vie du lycéen : au premier choc, il abandonnera le combat politique. La deuxième conséquence est l'abandon de l'enseignement à l'adversaire. A l'heure où l'université est le centre vital de la société par l'afflux des compétences nécessaires à son fonctionnement, cet abandon virtuel place le mouvement politique en marge des mécanismes principaux de la société développée. L'optique activiste aboutit à une désertion des terrains de lutte et à un repli sur une contre-société : l'activisme, c'est le refus du réel.

L'optique réformiste

L'optique réformiste présente un danger tout aussi grave. Le mouvement politique, par son caractère d'opposition, est exclu des centres du pouvoir, donc des mécanismes de décision et de pression, omnipotents dans la société actuelle ; il y a donc situation défavorable par rapport au pouvoir. Ceci est particulièrement

net pour l'université où le système exerce son contrôle directement, contrairement aux autres activités sociales pour lesquelles il dispose de relais. La pression de l'Etat dans l'université est donc d'autant plus forte qu'elle s'exerce sans intermédiaires. Le réformisme, en cherchant le dialogue et la participation, consacre un état de fait contre lequel il ne désire pas lutter ; son but est de trouver un modus vivendi avec le mécanisme d'oppression ; il désire obtenir des concessions sans se donner le moyen de les imposer.

La démobilitation qu'entraîne cette attitude est d'autant plus désastreuse que les éléments du pays réel concernés sont soumis à une pression idéologique permanente du système. Le lycéen moyen qui n'a pas reçu de formation critique est particulièrement touché par cet endoctrinement. Tout en ressentant de manière plus ou moins vive l'oppression qui pèse sur lui, il est prêt à admettre, voire à rechercher des aménagements dans le cadre du système existant. L'attitude réformiste est nécessairement tributaire du manque de conscience politique. L'absence de celle-ci entraîne une méconnaissance de l'intérêt social du milieu lycéen dans son ensemble ; la revendication corporative tombe au niveau d'un poujadisme diffus et perd ainsi toute efficacité. Le réformisme est une trahison fondée sur l'ignorance.

le tiers-pouvoir

Les libertés ne s'accordent pas, elles se prennent : tout acquit arraché au système est une étape vers sa déchéance et doit être transformé en position de force pour une nouvelle étape. Quand pour un motif quelconque une administration a reculé, cette reculade doit être l'occasion d'un procès de l'administration dans son ensemble et de ce qu'elle représente. Une concession gagnée pendant un moment d'effervescence, pour être efficace à long terme, se traduira sur le plan des institutions : une réunion organisée sera un prélude à des réunions régulières, tout comme la conquête des libertés politiques servira au renforcement de notre influence et à une implantation génératrice de luttes futures. La difficulté de maintenir une structure organisée et hiérarchisée

peut être surmontée par la prise en charge d'organismes présents de façon durable : un foyer socio-culturel représente exactement l'organisme corporatif débouchant sur le combat politique. Chaque organisme conquis, chaque concession obtenue contribuent à l'édification du Tiers-Pouvoir.

ses exigences

La nature transitoire du milieu lycéen dégage une triple exigence : la formation doctrinale et intellectuelle qui donne au lycéen une méthode lui permettant à la fois d'échapper au poids idéologique du système et de devenir le conducteur des luttes. L'organisation qui évite l'émiettement et l'individualisme auxquels tendent la majorité des lycéens. La liaison avec le mouvement politique qui brise le repli sur un ghetto coupé de la vie réelle. Ces trois exigences techniques réduisent et suppriment les faiblesses naturelles qu'entraîne le statut lycéen. La réussite de ces trois exigences, formation, organisation, liaison fournit l'embryon d'un pouvoir destiné à remplacer les organes représentant le pouvoir d'Etat, du moins dans les domaines pédagogique et idéologique. Ce transfert de pouvoir a pour corollaire la paralysie d'un secteur de l'activité du système. En tarissant les sources de renouvellement de celui-ci, nous le frappons politiquement.

Il convient de définir notre position principalement par rapport aux forces et décisions du système. Donner la priorité à des positions relatives à tel groupe ou groupuscule politique ne peut qu'enfermer notre action dans le monde clos des polémiques abstraites. Seule la dénonciation méthodique d'erreurs propres à entraîner les lycéens sur des voies inutiles présente de l'intérêt quant à nos rapports avec ces groupes politiques. L'immensité de la tâche à accomplir suppose un ordre de priorité. Nous donnons la priorité à la lutte corporative qui est une lutte politique élargie réunissant les intérêts concrets et le combat doctrinal dans une perspective de renversement du système.

Francis BERTIN

LYCÉENS

REJOIGNEZ L'U.N.L.A.C.

**union nationale lycéenne d'action corporative
39, boulevard Raspail, Paris-7^e**